

TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES Des mesures pour renforcer la transparence

Lire l'article de M. Aziza page 3



TRAITEMENT DES DEMANDES DU FONCIER ÉCONOMIQUE Passer à la vitesse supérieure dès 2025

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4



ALGÉRIE-ANGOLA Attaf : une vingtaine d'accords de coopération en perspective

P. 3



ACCORD AIR ALGÉRIE/CNAS Réduction de 30% au profit des patients nécessitant des soins à l'étranger

P. 3

**Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
PROJECT SYNDICATE
P. 8 & 9
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

**La chute et l'essor
de la démocratie américaine**
PAR DARON
ACEMOGLU
Lauréat du prix Nobel d'économie en
2024 et professeur d'économie au MIT

**La crise dont
l'Allemagne a besoin**
PAR BARRY
EICHENGREEN
Professeur d'économie
et de sciences politiques à l'université
de Californie à Berkeley

Le manifeste techno-réaliste
PAR NICHOLAS
AGAR¹ ET
STUART
WHATLEY²
1- Professeur de philosophie
à l'Université de Waikato,
en Nouvelle-Zélande
2- Rédacteur principal
chez Project Syndicate

**La COP29 a-t-elle laissé
tomber les femmes ?**
PAR MARÍA
FERNANDA
ESPINOSA
Ancienne présidente de l'Assemblée
générale des Nations unies,
est directrice exécutive de GWL Voices

AGRESSION SIONISTE L'Autorité palestinienne pointée du doigt à Jénine

Lire l'article de
Mohamed Mehdi page 2



Agression sioniste L'Autorité palestinienne pointée du doigt à Jénine

Samedi, 435^e jour de l'agression contre Ghaza, le nombre de victimes de la barbarie israélienne, soutenue par les Etats-Unis, s'est élevé à 44.930 martyrs et 106.824 blessés, a indiqué, hier, le ministère de la Santé de l'enclave assiégée. La même source a fait état également d'un bilan de 55 martyrs et de 170 blessés dans les 2 massacres enregistrés lors des précédentes 24 heures.

Mohamed Mehdi

Hier, le journaliste Mohamed Baalousha est tombé en martyr dans le nord de Ghaza, a indiqué un correspondant d'Al Jazeera, précisant que le défunt a été ciblé par les tirs des forces d'occupation au nord de la ville de Ghaza.

Le martyre de Mohamed Baaloucha porte à 194 le nombre de professionnels des médias assassinés par l'armée génocidaire d'Israël à Ghaza.

Par ailleurs, les attaques contre les hôpitaux et la destruction par l'armée sioniste des équipements de survie, tuent également les blessés et les malades. Le correspondant d'Al Jazeera a rapporté, hier, le martyre d'un Palestinien à l'intérieur de l'hôpital Al Awda du camp de Jabaliya, au nord de la bande de Ghaza, pour cause de manque d'oxygène.

Le Directeur des hôpitaux de campagne au ministère de la Santé à Ghaza a déclaré, hier à Al Jazeera, que la situation est catastrophique et les hôpitaux regorgent de blessés et de malades. «Nous ne disposons pas d'assez de médecins, de médicaments ou de fournitures médicales spécialisés. Nos patients meurent faute de médicaments et d'oxygène», a-t-il ajouté.

De son côté, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a déclaré, vendredi dans un communiqué, que l'entité sioniste a rejeté «plus de 90% des 137 missions que l'ONU et ses partenaires voulaient envoyer dans le nord de Ghaza», depuis octobre 2023.

MASSACRES À DEIR AL-BALAH, NUSEIRAT ET LA VILLE DE GHAZA

Au 435^e jour du génocide que mène l'entité sioniste à Ghaza, les bombardements continuent, de jour et de nuit, dans l'ensemble de l'enclave.

Dans le nord, assiégé depuis plus de 70 jours, l'armée d'occupation a incendié des dizaines de maisons dans la zone d'Al-Khalafa, dans le centre du camp de Jabaliya, déjà quasiment détruit par les bombardements. Avant l'aube, un bombardement israélien contre une maison à Jabaliya Al-Nazla a fait 4 martyrs et plusieurs blessés, un ajout à la journaliste. La même source a rapporté qu'un drone israélien a ouvert le feu sur l'hôpital Kamal Adwan du projet Beit Lahia.

Dans les gouvernorats du centre de l'enclave, les forces d'occupation ont fait exploser, tôt dans la matinée de samedi, des bâtiments résidentiels au nord-ouest de Nuseirat, a rapporté un correspondant d'Al Jazeera, ajoutant plus tard, qu'un bombardement israélien visant des personnes déplacées à l'ouest du camp de Nuseirat, a fait un martyr et un blessé.

Le journaliste a également rapporté le bombardement par l'armée israélienne de deux écoles abritant des person-

nes déplacées dans la ville de Ghaza. La première attaque a ciblé une école dans la rue de Jaffa, au nord-est de la ville de Ghaza, faisant 2 martyrs et plusieurs blessés. Le second bombardement a fait 7 martyrs et 12 blessés parmi les personnes déplacées qui se trouvaient à l'école Al-Majda Wasila, à l'ouest de la ville de Ghaza.

Un autre bombardement israélien sur le quartier d'Al-Zaytoun, au sud de la ville de Ghaza, a fait deux blessés, rapporte la même source.

Vers 15h, l'armée génocidaire de l'entité sioniste a commis un autre massacre dans le centre de l'enclave, visant cette fois le bâtiment de la municipalité de Deir al-Balah, faisant au moins 10 martyrs et plusieurs blessés.

Le sud de Ghaza n'a pas été épargné non plus par les destructions d'immeubles résidentiels et par les bombardements visant les civils.

Hier, un correspondant d'Al Jazeera a rapporté que l'armée d'occupation a fait exploser des bâtiments résidentiels dans la région d'Al-Mawasi, à l'ouest de la ville de Rafah.

A Khan Younes, plusieurs bombardements ont ciblé une tente abritant des personnes déplacées au sud de la ville, faisant trois martyrs et des blessés, dans la nouvelle ville d'Abasan, à l'est de la ville ; et plusieurs blessés dans le ciblage du quartier d'Al-Amal, à l'ouest de la ville de Khan Younes également.

A Rafah, un bombardement sur Khirbet Al-Adas, au nord de la ville, a fait 2 martyrs et plusieurs blessés, a rapporté le journaliste d'Al Jazeera.

JÉNINE : L'AUTORITÉ PALESTINIENNE ACCUSÉE DE SOUTENIR L'ARMÉE SIONISTE

A Jénine, en Cisjordanie occupée, les services de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP) ont officiellement annoncé qu'ils ne permettraient plus à la résistance de mener des attaques contre les forces sionistes.

Dans une déclaration à Al Jazeera, un porte-parole des services de sécurité de l'AP a affirmé : «Nous travaillons pour mettre fin au chaos dans le camp de Jénine, et pour empêcher certaines personnes de faciliter les plans de l'occupation». «Nous cherchons à empêcher une répétition de ce qui s'est produit à Ghaza», a-t-il déclaré.

Cette déclaration est intervenue quelques heures après le lancement par les services de sécurité de l'AP d'une opération à Jénine, sous le slogan «protection de la patrie», contre les combattants des factions de la résistance palestinienne qui étaient en accrochage avec les soldats de l'armée sioniste.

En effet, le Bataillon de Jénine, des Brigades Al-Qods, a annoncé à l'aube que ses combattants étaient «en accrochage avec les forces ennemies» au niveau du «point de contrôle militaire de Salem», précisant qu'ils avaient atteint plusieurs objectifs. Plus tard, le commandant des martyrs des Bri-

Quand je réfléchis à ce qui m'a conduit à en visager de quitter Facebook l'année dernière, je me retrouve plongé dans un tourbillon d'émotions et de pensées. C'est un voyage au cœur d'un conflit intérieur entre mon besoin profond de m'éloigner des informations superficielles et mon désir de maintenir le lien avec mes proches et d'exprimer mes coups de cœur et coups de gueule. Chaque jour passé sur cette plateforme semblait être une concession à la pression du temps, une part de ma vie engloutie par un flux incessant d'informations subjectives et de débats stériles. À chaque défilement, je sentais mon jugement s'effriter un peu plus, submergé par une illusion de connexion virtuelle. La tentation de rompre avec ce bouillonnement numérique devenait de plus en plus forte, alimentée par un sentiment croissant de désengagement. L'abondance de contenus vides et l'absence de discussions objectives semblaient me détourner de la réalité, créant une illusion de lien qui se dissipait dès que l'écran s'éteignait, me laissant avec un sentiment grandissant de désillusion.

Pourtant, malgré mes résolutions fermes de me désolidariser de cette plateforme, je me suis retrouvé pris au piège d'un dilemme, partagé entre le désir d'une vie authentique et la crainte de l'isolement social. L'influence persistante mais insidieuse de mes amis, eux-mêmes captifs dans cet espace tels des soumis au chant des sirènes, a joué un rôle crucial dans ma décision finale de rester sur Facebook.

Leurs arguments, empreints d'émotion et leur besoin de maintenir ce lien virtuel fraternel semblaient justifier ma présence en ligne. Leurs interactions, bien que parfois superficielles sans qu'elles engendrent de débat large et profond étaient comme un fil tenu mais précieux, me reliant à un monde au-delà des écrans, où nos pensées pouvaient se croiser et nos vies se mêler. Ainsi, mon cheminement intérieur reflète le dilemme contemporain entre la quête de sens et d'authenticité dans cet univers numérique tentaculaire, et le besoin profond de connexion et d'appartenance. Ma décision de rester sur Facebook, bien que troublante par moments, incarne cet équilibre fragile entre la solitude réfléchie et le besoin impérieux de rester en contact avec les autres, même à travers des fils virtuels tissés de pixels et d'émotions éphémères. La décision est prise, irrévocable. Facebook, cet ogre avide, dévore insidieusement le temps et l'esprit, semant le doute là où la vérité devrait régner en maître. C'est un royaume où errent les âmes perdues, les somnambules de la pensée, dans un tumulte d'expression débridée, une anarchie des esprits, une marée d'immoralité déferlant sans frein. Je m'éloigne, me détournant de cet abîme numérique pour retrouver la tranquillité perdue. Mon esprit respire à nouveau, libéré des chaînes virtuelles qui l'entraînaient. Mon temps, si précieux et fugace, s'étire à nouveau, offrant des instants où la contemplation remplace la frénésie du défilement. Ma vie, désormais affranchie de l'ombre oppressante de la comparaison constante et de la validation virtuelle, retrouve sa sérénité, sa véritable essence. Dans ce retrait libérateur, je redécouvre le parfum doux de l'authenticité, la clarté d'une pensée non

Mustapha AGGOUN

Se libérer du tourbillon numérique

altérée par l'écho des réseaux sociaux. Je renoue avec la simplicité, la profondeur des échanges réels, la chaleur des moments partagés sans artifice ni masque. Je choisis la liberté, la vérité, laissant derrière moi les artifices et les illusions d'une virtualité aliénante. Je quitte Facebook, je m'éclipse, guidé par le charme apaisant de la réalité, où mon esprit trouve refuge, où mon temps s'étire en une symphonie paisible, où ma vie retrouve son équilibre. Je pars pour mieux respirer, pour mieux exister, pour revenir aux miens à leurs sourires et leur nature. Pour retrouver une certaine tranquillité, pour m'éloigner de l'agitation du copier-coller et la rage du buzz et où chacun pense détenir la vérité absolue. Sur ce réseau social, il semble parfois que tout le monde ait raison, que chaque opinion soit incontestable, créant ainsi un bouillonnement perpétuel de contradictions et de certitudes. En quittant cet environnement virtuel, je cherche à me recentrer sur moi-même, à écouter ma propre voix plutôt que d'être submergé par le bruit incessant des discussions en ligne. Je veux prendre le temps de réfléchir sans l'influence des innombrables avis et jugements qui pullulent sur les réseaux sociaux. En m'éloignant de ce tourbillon de conversations souvent vaines, je souhaite me libérer de cette culture de l'exposition, où l'on cherche à se mettre en avant à tout prix, à étaler sa vie et ses opinions dans une quête incessante de validation et de reconnaissance. En quittant Facebook, je choisis la simplicité, la discrétion. Je préfère me retrouver dans le silence de mon propre esprit, loin des regards et des jugements en ligne, pour me reconnecter avec l'essentiel et retrouver une authenticité perdue dans ce monde numérique surchargé d'artifices. Je voudrais que chaque matin, je me réveille avec une clarté d'esprit que je n'avais pas ressentie depuis longtemps. Je quitte Facebook et ce n'est pas une décision prise à la légère, mais plutôt le fruit d'une longue réflexion et d'une tentative d'essais au cours de l'année dernière sur l'impact que cette plateforme avait sur ma santé intellectuelle, mon repos moral et mon calme émotionnel.

J'ai enfin décidé une fois pour toutes de couper les liens avec Facebook, je sens comme un poids qui s'est levé de mes épaules. J'ai l'impression d'être libéré de cette constante pression de paraître comme veut Zuckerberg et de maintenir une façade devant le monde virtuel. En me libérant de son emprise, je retrouve une paix intérieure que je croyais perdue depuis longtemps. Maintenant, mes journées sont remplies de moments réels, de conversations significatives et de véritables connexions humaines. Je me sens plus en phase avec moi-même, plus centré et plus en harmonie avec le monde qui m'entoure. J'ai plus de temps, j'arrive à voir ce qui m'entoure tout en faisant la différence entre midi et minuit. Certains pourraient penser que j'ai sacrifié une partie de ma vie sociale en quittant Facebook, mais pour moi, c'est un échange nécessaire pour préserver ma santé mentale et mon calme émotionnel. Je sais que je ne regretterai jamais cette décision, car elle m'a permis de retrouver le contrôle de ma propre vie et de me concentrer sur ce qui compte vraiment.

gades Al-Qods, Yazid Jaaysa est tombé en martyr sous les tirs des services de sécurité de l'AP.

L'assassinat de Yazid Jaaysa a été dénoncé par les différentes factions de la résistance palestinienne. D'abord par les Comités de résistance en Palestine qui, dans un communiqué, ont affirmé qu'en lançant une «campagne ciblant les résistants et ceux recherchés par l'ennemi sioniste», les services de sécurité de l'AP «s'engagent clairement dans l'agenda sioniste qui vise à éliminer la résistance» dans le but «de faciliter la mise en œuvre des plans sionistes d'annexion et de judaïsation de la Cisjordanie d'Al Qods».

«Nous appelons toutes les composantes de notre peuple à faire face aux actions honteuses et suspectes menées par les services de sécurité de l'Autorité, notamment à Jénine, pour mettre fin à ce grand péché qui menace notre tissu sociétal et national et perpétue la

division», affirment encore les Comités de résistance en Palestine dans un communiqué rendu public vendredi.

«Nous dénonçons la poursuite continue, par les services de sécurité de l'Autorité, des combattants de la résistance et des personnes recherchées par l'occupation, et nous condamnons l'escalade et le ciblage délibéré dont ils sont victimes à Jénine», affirme de son côté le Jihad islamique, dont le communiqué relève que l'assassinat du «commandant Yazid Jaaysa, tué par les balles de l'AP à Jénine», intervient «quelques jours après l'exécution du jeune Ribhi al-Shalabi».

Dénonçant également l'assassinat du chef des Brigades Al-Qods à Jénine, le mouvement Hamas met en garde l'Autorité palestinienne contre cette «escalade et le ciblage délibéré des résistants», tout en tirant «la sonnette d'alarme» que ce genre d'attitude «en phase avec les objectifs de l'ennemi»,

aura pour conséquence «d'alimenter les conflits internes dont nous n'avons pas besoin en ce moment sensible et fatidique de l'histoire de notre cause et des projets d'annexion et de déplacement du peuple palestinien».

Le Hamas appelle «toutes les factions et les forces nationales ainsi que toutes les composantes de notre peuple et leurs institutions juridiques à adopter une position décisive contre les actions des services de sécurité en Cisjordanie, et à Jénine en particulier».

«Nous appelons les dirigeants de l'Autorité à freiner le comportement de ses services de sécurité, à mettre immédiatement fin à toutes ces attaques honteuses, à accélérer la libération de tous les détenus politiques de ses prisons et à corriger leur orientation morale et nationale vers l'option de l'unité et la résistance pour dissuader l'occupation et repousser son agression», ajoute le Hamas.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction

63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Transactions immobilières Des mesures pour renforcer la transparence

M. Aziza

Le renforcement de la transparence dans les activités de transaction immobilière, la lutte contre les dérives dans le domaine immobilier et foncier et la nécessité de garantir une gestion efficace des données foncières nationales est tributaire du niveau d'organisation, de modernisation et de la numérisation de l'administration du domaine national.

Pour faire le point sur les progrès réalisés en matière de modernisation et l'amélioration des procédures de publicité foncière et la facilitation des services offerts aux citoyens, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, poursuit ses réunions périodiques avec les représentants de la Chambre nationale des notaires. Lors d'une rencontre tenue jeudi au siège du ministère, ayant réuni le ministre avec le président de la Chambre nationale des notaires, des représentants des chambres régionales, des directeurs généraux du domaine national et du Trésor, M. Faïd a rappelé les nouvelles dispositions contenues dans la loi de finances 2025 devant les présents. Notamment l'obligation d'effectuer les transactions immobilières par le biais de moyens de paiement bancaires scripturaux. Ce qui représente, dit-il, « un pas important pour lutter contre le marché informel et renforcer la transparence ».

La loi de finances 2025 a introduit une disposition inédite portant sur l'interdiction du paiement cash dans certaines transactions, entre autres, les transactions dans le marché immobilier. La nouvelle disposition stipule que les transactions immobilières des immeubles bâtis et non bâtis devront s'effectuer exclusivement à travers les circuits bancaires et financiers, dès la publication de la nouvelle loi de finances, soit à partir du 1^{er} janvier 2025. Une mesure qui va contribuer significativement dans la lutte contre l'informel, contre l'opacité financière et ses dérives ainsi que dans la lutte contre l'évasion fiscale.

Le ministre des Finances a mis en avant par ailleurs, lors de cette réunion, les progrès réalisés en ma-

tière de numérisation de l'administration du domaine national et des services proposés via le portail numérique « Fadae El Djazair », qui offre des solutions innovantes aux citoyens et aux professionnels. Un portail dédié à la recherche et à la visualisation de données géographiques et géolocalisées en Algérie. Il permet au public (des citoyens ou des professionnels) l'accès aux données publiques de référence répondant à des critères de qualité technique stricts relatifs par exemple aux plans et données cadastraux.

M. Faïd a évoqué en outre le projet d'élaboration d'un livret foncier électronique qui permettra de réaliser un saut qualitatif dans la modernisation du secteur. Justement, le directeur général du domaine national a présenté un exposé sur l'état de l'élaboration et de la délivrance des livrets fonciers pour 2024, ainsi qu'un exposé exhaustif sur les projets numériques déjà lancés et ceux qui en préparation, tout en relevant leur importance pour faciliter le travail des notaires et améliorer de la qualité des services.

Le président de la Chambre nationale des notaires a exprimé sa gratitude envers les services du ministère des Finances pour l'ouverture de canaux de partenariat et de coopération, mettant en avant les efforts du secteur financier dans l'organisation de formations sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, en coordination avec la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), des efforts qui « renforceront la transparence dans les transactions immobilières ».

Le premier argentier du pays a affirmé clairement que l'année 2025 sera une étape cruciale dans le processus de numérisation de l'administration et de la modernisation des services, avec un rôle central de la Chambre nationale des notaires et des chambres régionales en la matière. Appelant ainsi toutes les parties prenantes à s'engager pleinement dans cette démarche, faisant de 2025 une étape centrale dans l'histoire de l'administration financière algérienne.

Accord Air Algérie/CNAS Réduction de 30% au profit des patients nécessitant des soins à l'étranger

Un accord de coopération a été signé entre Air Algérie et la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) portant réduction de 30% sur les billets pour les patients de la CNAS nécessitant des soins à l'étranger, ainsi que pour leurs accompagnateurs, a annoncé samedi dans un communiqué la compagnie nationale aérienne. Air Algérie s'engage aussi, en vertu de cet accord, à garantir pour cette même catégorie, une inscription prioritaire sur les listes d'attente en cas de vols complets, afin de faciliter le déplacement des patients transférés, selon la même

source. L'accord prévoit également de mettre en place une antenne au siège de la CNAS pour assurer un traitement efficace des demandes de services (réservations, billetterie, informations, etc.) et faciliter les échanges entre les deux entités.

"Cet accord reflète la vision partagée entre Air Algérie et la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés en matière de coopération durable, et souligne l'engagement citoyen de la compagnie aérienne nationale qui œuvre pour soutenir toutes les catégories de la société", est-il souligné dans le communiqué.

Algérie-Angola Attaf : une vingtaine d'accords de coopération en perspective

Une vingtaine d'accords de coopération seront signés prochainement entre l'Algérie et l'Angola, a annoncé samedi le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, à l'occasion de la visite officielle qu'il effectue dans ce pays en qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

« Nous nous apprêtons à signer une vingtaine d'accords de coopération (qui) concernent des domaines prioritaires que nous avons identifiés ensemble », a déclaré M. Attaf à la presse après avoir été reçu par le président de la République d'Angola, M. Joao Manuel Gonçalves Lourenço.

Le ministre a annoncé, dans ce même contexte, qu'une réunion de la commission mixte algéro-angolaise devait se tenir prochainement et qu'un Conseil d'affaires sera créé afin de permettre une « interaction entre les communautés d'affaires algérienne et

angolaise ». L'objectif de ces démarches est, assure-t-il, de hisser le niveau de la coopération économique à celui des relations « excellentes » et « exemplaires » entre les deux pays.

« Il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que les relations économiques ne sont pas à la hauteur de ce que nos deux pays souhaitent (...) C'est pour cela que nos deux ministères des Affaires étrangères travaillent d'arrache-pied pour corriger cette anomalie », a soutenu M. Attaf.

Sur le plan économique, « je crois que le potentiel (de coopération) est énorme », a-t-il assuré.

Par ailleurs, M. Attaf a tenu à transmettre les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le rôle clé joué actuellement par l'Angola en vue de parvenir à une paix durable entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda.

« Je me trouve à Luanda à la veille d'un événement important

pour la région des Grands Lacs et d'un moment important dans l'action stabilisatrice, pacificatrice et sécurisante que conduit le président Joao Lourenço dans la région à travers ce que nous souhaitons être une réconciliation et une paix entre la RDC et le Rwanda. Donc, nous sommes réellement privilégiés et honorés d'être les premiers à pouvoir (transmettre), au nom du président Tebboune, nos félicitations et nos encouragements à la République sœur d'Angola pour ce grand événement auquel nous souhaitons tout le succès possible », a expliqué M. Attaf.

L'année prochaine, « l'Angola présidera l'Union africaine et le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a tenu à assurer son frère le président Joao Lourenço qu'il sera à ses côtés et que le succès de la présidence angolaise sera un succès pour l'Angola, pour l'Algérie et pour l'Afrique tout entière », a-t-il conclu.



Sid Lakhdar Boumediène

Il est partout, s'allume en toutes circonstances et ne quitte jamais les mains, depuis le levé du jour jusqu'à la nuit tombée.

C'est lui qu'on recherche en premier après une nuit de sommeil en tâtonnant des mains sur la table de chevet afin de bien sentir sa présence.

Le smartphone est la cigarette de toujours, il est l'alliance au doigt, le compagnon, le café du matin et la mesure du temps. On entend souvent « Mon dieu, je l'ai oublié ! », ce n'est pourtant pas le jeune enfant du parent étourdi, le passeport du voyageur ou le cartable de l'écolier, c'est bien le smartphone.

Il est dorénavant identifié par un pronom personnel, il est chargé, il est déconnecté, il est perdu ou il vient d'être acheté, pas la peine de demander qui ni quoi ? On le bichonne, on est fier de lui, on le nettoie, on lui achète une belle coque pour le rendre plus coquet et le protéger. On le répare et on l'offre comme une marque élevée de considération. Plus la peine d'ouvrir les papiers cadeaux, la forme à elle seule est parlante pour faire éclater la reconnaissance. Il faut juste faire attention à ne jamais dévoiler la question qui brûle les lèvres et qu'il serait inconvenant de poser, « C'est lequel ? ». Les enfants en rêvent, il est devenu la seule pensée de l'esprit. Plus on leur dit que ce n'est pas de leur âge, plus ils font le forcing. Ils essaient la culpabilité, « Tous mes copains ou copines ont un smartphone, je suis le seul exclu ! ». Puis l'avertissement, « S'il se passe quelque chose, comment je pourrais appeler à l'aide ? ». La colère, « De toute façon vous n'avez jamais rien compris à la vie moderne ! ». Le fallacieux, « Notre Internet ne marche plus, comment trouver des informations pour mon devoir de géographie ? ».

C'est incroyable comment les arguments manquent souvent dans les devoirs et deviennent explosifs dans leur inventivité lorsqu'il s'agit du smartphone. On le personifie en lui donnant un nom, mon Samsung, son iPhone. Il est l'objet d'un positionnement, on est IOS ou Android comme on était jadis dans la cour du lycée, Beatles ou Rolling Stones. On ne change pas de secte aussi facilement. On parle de lui, on le montre, on en fait un marqueur

Le smartphone (1), une troisième main

phone, texto, vidéo, mail, agenda, traducteur et on nous annonce la sortie prochaine qui vous chantera une berceuse.

Au moment même où je me risque à exprimer une critique, je me rends compte qu'elle paraîtrait irrecevable car moi aussi, le smartphone est devenu ma troisième main. Je vais m'expliquer.

Il est aujourd'hui une des marques de communication de l'humanité et même de civilisation puisque l'ère du numérique les façonne d'une manière si profonde. Il sera plus tard une pièce de musée comme l'ont été toutes les technologies à travers le temps.

Et c'est très bien que le smartphone existe, il est l'un des plus fantastiques amis de la liberté individuelle car il appartient à chacun d'en prendre le meilleur, devenu indispensable, et se prémunir du risque.

Le smartphone nous a considérablement aidés à avancer dans les moyens que l'humanité a de tout temps essayé de mettre à sa disposition. Il est la modernité et un outil fantastique.

Les élèves qui ont un smartphone et qui réussissent aujourd'hui ont absolument les mêmes profils que ceux qui réussissaient autrefois, de la même catégorie sociale ou de la même veine de ceux qui réussissent par le mérite. Aujourd'hui le smartphone est pour certains le diable de la déculturation, ce sont les mêmes qui avaient qualifié l'invention de l'imprimerie de la même manière.

N'a-t-il donc pas de défauts à mes yeux ? Mais bien entendu que oui. Par souci d'équilibre, l'un d'entre eux sera exposé dans ma seconde chronique sur le smartphone. Il empruntera comme à mon habitude le chemin du second degré. Auparavant, je dois vous dire avec fierté que j'ai franchi un cap dans l'ascension sociale, je viens de passer de l'iPhone 8 à l'iPhone 12. Voilà pourquoi j'ai mentionné surtout la marque iPhone, c'est pour finir par vous convaincre que j'en ai un. Reconditionné et loin de la version 15, et alors ? Pour mon âge c'est déjà le sommet du vertige technologique.

Traitement des demandes du foncier économique Passer à la vitesse supérieure dès 2025

El-Houari Dilmli

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a indiqué, samedi à Alger, que l'agence passera dès 2025 à la «vitesse supérieure dans le traitement des demandes de foncier économique destiné à la réalisation de projets d'investissement et renforcera son portefeuille foncier par la mise à disposition d'assiettes suffisantes».

En effet, dans une allocution prononcée à l'occasion de la tenue de la première Rencontre nationale des directeurs des guichets uniques, placée sous le thème «Pour une plus grande efficacité au service de l'investissement et des investisseurs», Rekkache a précisé que l'AAPI avait «amorcé une nouvelle étape dans la gestion du dossier de l'investissement à travers la gestion du dossier du foncier économique, soulignant qu'à partir du 1^{er} janvier 2025, l'agence «passera à la vitesse supérieure dans le traitement des demandes de foncier et renforcera son portefeuille foncier par la mise à disposition d'assiettes suffisantes et la création de nouvelles zones industrielles et d'activités

afin de répondre à la forte demande sur le foncier économique».

Pour atteindre les objectifs escomptés, le directeur général mise sur «la poursuite des efforts de simplification des procédures pour un traitement plus flexible et plus rapide des demandes des investisseurs», en insistant sur la nécessité d'éliminer les obstacles bureaucratiques et de veiller à garantir la transparence et l'égalité de traitement pour «cibler les investissements rentables pour l'économie nationale et les investisseurs sérieux et en finir avec la spéculation». Il importe aussi de «faire connaître les opportunités d'investissement à travers des campagnes intensives et ciblées s'appuyant sur des études précises mettant en avant le potentiel économique des différentes wilayas du pays», selon Omar Rekkache, qui a souligné l'importance de «la mise à niveau des ressources humaines pour garantir des services de qualité répondant aux exigences des investisseurs et aux normes internationales». Pour le DG de l'AAPI, la prochaine étape «exige un travail collectif et une mobilisation totale pour drainer de nouveaux investissements et atteindre l'objectif ambitieux de la concrétisation effective

sur le terrain de 20.000 projets d'investissement à moyen terme».

Concernant la rencontre, qui s'est déroulée en présence des directeurs généraux des Douanes, des Impôts et du Domaine national, des présidents des groupes publics, de représentants de différents départements ministériels et d'experts algériens et internationaux, Rekkache a fait savoir qu'«elle intervient dans le cadre des efforts continus visant à renforcer l'efficacité de l'agence, qui a réalisé des progrès substantiels dans le développement de ses services et l'amélioration de ses performances». Cette rencontre se veut «un espace de concertation, d'évaluation des performances et de discussion autour des moyens à même d'améliorer les services proposés aux porteurs de projets», a-t-il dit. «Il s'agit également d'une étape importante dans le parcours de l'agence au service du développement du système d'investissement en Algérie et de la mise en œuvre des réformes profondes engagées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour faire de l'Algérie une destination privilégiée pour les investissements nationaux et étrangers», a-t-il ajouté.

Jusqu'à décembre 2024

Plus de 11.000 projets d'investissement enregistrés

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré plus de 11.000 projets d'investissement jusqu'au mois de décembre 2024, pour une valeur totale de plus de 4.400 milliards de DA, a indiqué samedi à Alger son Directeur général, Omar Rekkache, soulignant que plus de 50% de ces projets étaient en phase de concrétisation, ce qui reflète la confiance des investisseurs dans le climat d'investissement en Algérie.

Dans une déclaration à la presse en marge de la première Rencontre nationale des directeurs des guichets uniques au niveau national, placée sous le thème «Pour une plus grande efficacité au service de l'investissement et des investisseurs», M. Rekkache a fait savoir que «le nombre de projets d'investissement enregistrés au niveau des guichets de l'agence, de 2022 au 10 décembre 2024, s'élevait à 11.076 projets, pour une

valeur totale déclarée de plus de 4.450 milliards de DA», estimant que cela était dû au «regain de confiance des investisseurs dans le climat d'investissement en Algérie».

«Ces projets, dont plus de 50% sont en phase de concrétisation, permettent de créer près de 270.000 emplois, selon les engagements de leurs promoteurs», a ajouté le Directeur général, assurant que l'agence était «pleinement mobilisée pour atteindre l'objectif ambitieux de concrétisation de 20.000 projets d'investissement à moyen terme, avec l'adoption d'une nouvelle stratégie à partir de 2025».

Cette stratégie repose sur «l'accélération du traitement des demandes de foncier, en passant à la vitesse supérieure, et le renforcement du portefeuille foncier par la mise à disposition d'assiettes suffisantes et la création de nouvelles zones industrielles et d'activités afin de répondre à la

forte demande sur le foncier économique», a-t-il expliqué.

Concernant la rencontre, qui s'est déroulée en présence des Directeurs généraux des Douanes, des Impôts et du Domaine national, des présidents des groupes publics, de représentants de différents départements ministériels et d'experts algériens et internationaux, M. Rekkache a fait savoir qu'«elle intervient dans le cadre des efforts continus visant à renforcer l'efficacité de l'agence, qui a réalisé des progrès substantiels dans le développement de ses services et l'amélioration de ses performances».

Cette rencontre se veut «un espace de concertation, d'évaluation des performances et de discussion autour des moyens à même d'améliorer les services proposés aux porteurs de projets», a-t-il dit, annonçant «l'organisation d'un concours annuel du meilleur guichet pour encourager l'amélioration des performances».

Ports

Une meilleure prise en charge des opérations de dragage

Le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base a élaboré un programme d'action à moyen terme, pour une meilleure prise en charge des opérations de dragage des ports, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au dragage des fonds des petits et moyens ports, a indiqué, samedi à Alger, le ministre du secteur, Lakhdar Rekhroukh.

M. Lakhdar Rekhroukh s'exprimait à l'ouverture des travaux d'une journée d'étude intitulée "Dragage des ports, enjeux et défis", organisée à l'Ecole supérieure de management des travaux publics (ESMTP), en présence de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Nadjiba Djilali, du secrétaire général du ministère des Transports, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi, ainsi que de cadres du secteur des travaux publics, de responsables d'organismes, de groupes et d'entreprises sous tutelle, de bureaux d'études et de laboratoires.

En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, émises lors de la réunion du Conseil des ministres du 8 décembre, liées au lancement immédiat de l'opération de dragage des petits et moyens ports pour l'extraction du sable, le ministère s'attèle, par le biais du Groupe public des travaux maritimes (GTM), à «arrêter un calendrier d'interventions et à mettre en place les mécanismes nécessaires pour suivre le déroulement des travaux», a précisé le ministre.

Et d'ajouter que "le secteur a mis au point une stratégie pour le développement et l'entretien des infrastructures portuaires, ayant permis l'élaboration d'un programme d'action à moyen terme, visant à assurer une meilleure prise en charge des opérations de dragage des ports".

Ce programme repose sur trois principaux axes, à savoir "le renouvellement et le renforcement des équipements de dragage, à travers un programme d'investissement pour leur acquisition, la valorisation des compétences nationales par la mise en place d'un programme de formation et de perfectionnement dans le domaine du dragage portuaire, et enfin l'adoption d'une approche éco-responsable pour contribuer à la préservation de l'environnement marin.

M. Rekhroukh, a, dans ce cadre, fait état de la réalisation de pas moins de 34 opérations de dragage, ainsi que des travaux de protection contre le phénomène d'ensablement au niveau de 25 ports, avec un volume total de plus de six millions de m³.

Plusieurs ports ont été soumis à des travaux de protection contre l'ensablement, dans le cadre des mesures prises pour faire face à ce phénomène, notamment à Cap Djanet (Boumerdès), Tizirt (Tizi Ouzou) et Boudis (Jijel), a indiqué le ministre, précisant que "de nombreuses opérations sont en cours de réalisation".

Ces projets concernent le dragage pour l'extraction de sable dans plusieurs ports, tels que le port de pêche et de plaisance d'El Djamil



(Alger), le port de pêche de Boudis (Jijel), ainsi que les plages de Palm Beach, d'El Marsa et de Sidi Fredj (Alger), de Zemouri (Boumerdès), de Beni Saf (Aïn Témouchent), de Sidi Lakhdar et de Salamandre (Mostaganem), d'El Marsa et de Béni Haoua (Chlef), outre l'ancien port d'El Kala dans la wilaya d'El Tarf.

Par ailleurs, les travaux de dragage dans le port de Gouraya (Tipasa) seront entamés "prochainement" par l'Entreprise algérienne de dragage des infrastructures portuaires et hydrauliques (Aldiph), filiale du groupe public GTM, qui a organisé cette journée d'étude à l'occasion du 25e anniversaire de sa création.

M. Rekhroukh a affirmé que son département ministériel s'engageait à "atteindre des niveaux

Ain Defla Collision entre deux bus, 18 blessés

Dix-huit (18) personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu vendredi soir, sur l'axe de l'autoroute Est-ouest traversant la commune de Djellida à Ain Defla, a indiqué samedi un communiqué de la Direction de wilaya de la Protection civile.

Le Centre de secours routier de la Protection civile, appuyé par l'unité principale, l'unité de Djellida et le centre avancé d'Ain Defla, est intervenu aux environs de 23h50, suite à un accident de la circulation survenu au lieu-dit "village agricole de Djellida" sur l'axe de l'autoroute Est-ouest, en direction de l'Est, a ajouté le communiqué.

Il s'agit, selon la même source, d'une collision entre deux (2) bus, l'un transportait l'équipe de basketball de la commune de Sidi Omar (wilaya de Tipasa), et l'autre est un transport de voyageurs de la ligne El Bayadh-Alger.

L'accident a causé des blessures à 18 personnes qui ont été assistées sur place avant leur transfert à l'hôpital de Khemis Miliana.

Les interventions ont nécessité la mobilisation de 27 agents de la Protection civile, tous grades confondus, cinq (5) ambulances et deux (2) véhicules anti-incendie, a précisé le même communiqué.

Trafic de migrants 10 individus arrêtés et 7 embarcations saisies à Alger

Le Service de lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains créé par la Gendarmerie nationale a démantelé deux réseaux criminels de trafic de migrants à Alger, arrêté dix (10) individus et saisi sept (7) embarcations, a indiqué samedi un communiqué de ce corps de sécurité.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, sous toutes ses formes, notamment en lien avec la migration clandestine, le Commandement de la Gendarmerie nationale a créé une unité spécialisée dans la lutte contre cette activité criminelle à travers l'ensemble du territoire national. Il s'agit du Service de lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains", a précisé le communiqué.

"Grâce à la coordination permanente et continue avec les autres structures et services opérationnels, notamment la brigade de recherche et d'investigation de Bir Mourad Raïs et les brigades territoriales de la Gendarmerie nationale d'Alger Plage et d'Aïn Taya, trois (3) affai-

res ont été traitées après des investigations et l'activation des renseignements, concernant l'organisation de traversées clandestines, la plupart dans le cadre du trafic de migrants puni par le Code pénal", selon la même source.

Ces opérations se sont soldées par "le démantèlement de deux (2) réseaux criminels activant dans la wilaya d'Alger (communes d'Alger Plage et d'Aïn Taya), l'arrestation de dix (10) individus entre candidats à la migration clandestine et passeurs et la saisie de sept (7) embarcations d'une valeur totale avoisinant les 700 millions de centimes, d'une voiture de tourisme et de plus de 400 millions de centimes", a ajouté le communiqué, précisant que "les mis en cause ont été déferés devant le procureur de la République".

La Gendarmerie nationale a, par ailleurs, assuré qu'elle "mobilise tous ses moyens humains et matériels pour lutter contre ce phénomène aux répercussions sécuritaires et socioéconomiques".

Syrie L'armée sioniste poursuit ses bombardements sur Damas



De nouvelles frappes israéliennes ont visé tôt samedi des sites militaires à Damas et sa banlieue, près d'une semaine après la prise de la capitale syrienne par une coalition de rebelles, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Depuis la fuite dimanche du président déchu Bachar al-Assad, Israël a lancé des centaines de frappes contre des sites militaires en Syrie, selon cette ONG basée au Royaume-Uni et disposant d'un vaste réseau de sources à l'intérieur de la Syrie. «Les frappes israéliennes ont détruit un institut scientifique» et d'autres positions militaires à Barzé, à la limite nord-est de Damas, et visé un «aéroport militaire» dans les alentours de la ville, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Par ailleurs, le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, a ordonné à l'armée de «se préparer à rester» tout l'hiver dans la zone tampon située à la lisière de la partie du Golan syrien occupée par Israël. Les troupes israéliennes sont entrées dans la zone tampon juste après la chute d'Assad. L'ONU a dénoncé une «violation» de l'accord de désengagement de 1974 entre la Syrie et Israël.

Dans un entretien publié vendredi par le journal britannique, Abou Hassan al-Hamwi, commandant militaire de Hayat Tahrir al-Sham (HTS) et ancien chef de la branche militaire du groupe islamiste, est revenu longuement sur les coulisses de cette opération qui a mis fin aux 24 années de règne sans merci du président Assad. Baptisée «repousser l'agression», la préparation de cette opération avait commencé il y a un an, bien que le groupe s'y préparait depuis des années.

Ce n'est que fin novembre qu'il a estimé que le moment était venu. Pour ce faire, il a d'abord fallu coaliser les différents groupes rebelles qui opéraient dans le pays. «Le problème fondamental était l'absence d'un leadership unifié», a déclaré Al-Hamwi. Une salle des opérations a été créée, réunissant les commandants d'environ 25 groupes rebelles dans le sud, qui coordonneraient les mouvements de leurs combattants entre eux et avec HTS, dans le nord. Une fois la coalition ficelée, avec comme fer de lance le groupe HTS, elle s'est attelée à la formation des combattants et à l'élaboration d'une doctrine militaire.

Le groupe, qui était composé d'in-

surgés, s'est lentement transformé en une force de combat disciplinée, décrit le journal. HTS a également commencé à produire ses propres armes, véhicules et munitions. Des ressources qui restaient limitées, contrairement à celles du président Assad, qui disposait du soutien de la Russie et de l'Iran. Dans ce contexte, une unité militaire dédiée aux drones a été créée, réunissant des ingénieurs, des mécaniciens et des scientifiques.

«Nous avons unifié leurs connaissances et fixé des objectifs clairs : nous avions besoin de drones de reconnaissance, de drones d'attaque et de drones explosifs, en mettant l'accent sur la portée et l'endurance», a souligné Al-Hamwi ajoutant que leur production avait commencé en 2019. Ces «drones explosifs» ont été déployés ce mois-ci contre les forces de l'ex-président syrien. A l'issue d'une offensive de 11 jours, la coalition rebelle dominée par HTS a renversé dimanche le pouvoir de Bachar al-Assad, qui a fui en Russie avec sa famille, selon les agences russes. Un Premier ministre, Mohammad al-Bachir, a été nommé mardi pour diriger un gouvernement transitoire jusqu'au 1er mars.

Cedeao Niger, Mali et Burkina jugent «irréversible» leur retrait

RUPTURE

Les régimes militaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont prévenu vendredi que leur décision de quitter la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) était «irréversible», à deux jours d'un sommet de cette dernière qui espérait les faire changer d'avis. Les trois pays qui forment l'Alliance des Etats du Sahel (AES), tous gouvernés par des juntes hostiles à la France, ont annoncé en janvier leur volonté de quitter la Cedeao, une organisation rassemblant aujourd'hui 15 pays et qu'ils jugent instrumentalisée par l'ancienne puissance coloniale. «Tout en rappelant la décision irréversible des Etats de la Confédération de retrait de la Cedeao, les ministres engagent (...) à poursuivre les réflexions visant à convenir des modalités de sortie dans l'intérêt des populations de la Confédération», précisent les trois pays après une réunion ministérielle à Niamey, vendredi.

Selon les textes de la Cedeao, le départ des trois pays devient effectif un an après son annonce, donc en janvier 2025.

La Cedeao tient un sommet aujourd'hui à Abuja, capitale du Nigeria, pour évoquer cette épineuse question, mais aucune délégation des pays de l'AES n'a été annoncée et leur présence reste improbable à ce stade. Un tel départ pourrait avoir des implications économiques et politiques importantes pour la région ouest-africaine avec notamment la question de la libre circulation des personnes et des biens dans la région, thème de la réunion de Niamey, vendredi. La confédération de l'AES représente un vaste territoire enclavé, pour une population de 72 millions d'habitants.

Cette déclaration des pays de l'AES vient miner les efforts engagés par la Cedeao pour tenter d'éviter le divorce. Elle avait en juillet nommé le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye comme médiateur afin de plaider pour leur maintien dans l'organisation. Ce dernier avait fait état en début de semaine de progrès dans cette mission. La rupture entre l'AES et la Cedeao s'est faite après le coup d'Etat au Niger, en juillet 2023, le sixième dans la région en trois ans (deux au Mali, deux au Burkina et un en Guinée). L'organisation ouest-africaine avait menacé d'intervenir militairement et imposé de lourdes sanctions économiques à Niamey, levées depuis.

Les pays de l'AES qui ont tourné le dos à la France, se sont parallèlement rapprochés de partenaires jugés plus «sincères» comme la Russie. Ils estiment également que la Cedeao ne les a pas suffisamment aidés face aux violences jihadistes récurrentes qui a fait des dizaines de milliers de morts dans leurs trois pays en une décennie. Les trois membres de l'AES ont pris plusieurs mesures pour cimenter leur confédération. Ils ont par exemple signé un protocole d'accord sur la fin des frais d'itinérance des communications téléphoniques («roaming») entre leurs pays. Ils ambitionnent également d'harmoniser leurs documents de voyage et d'identité pour une libre circulation de leurs ressortissants et de leurs biens.

Reste la question de la monnaie: les pays de l'AES font toujours partie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) et utilisent le franc CFA, une devise dont ils ont évoqué une éventuelle sortie à moyen terme.

Corée du Sud Le Parlement de Corée du Sud destitue le président

Les députés sud-coréens ont destitué samedi le président Yoon Suk Yeol, après sa tentative ratée d'imposer la loi martiale et de faire museler le Parlement par l'armée le 3 décembre. Les dizaines de milliers de manifestants massés à l'extérieur de l'Assemblée nationale ont explosé de joie à l'annonce par le président de la chambre Woo Won-shik du résultat du vote: 204 voix pour la destitution, 85 contre, 3 abstentions et 8 bulletins invalides.

La motion de destitution devait recueillir au moins 200 voix sur 300 pour passer. L'opposition, qui dispose de 192 députés, a donc réussi à faire basculer dans son camp 12 des 108 élus du Parti du pouvoir au peuple (PPP), la formation de M. Yoon. Le président est désormais suspendu, dans l'attente de la validation de sa destitution par la Cour constitutionnelle sous 180 jours. Le Premier ministre Han Duck-soo assure l'intérim. «C'est une victoire du peuple et de la démocratie», s'est félicité Park Chan-dae, le chef de file des députés du Parti démocrate, la principale force d'opposition, juste après le vote.

«CERVEAU» DE LA RÉBELLION

L'imposition de la loi martiale «est une violation claire de la Constitution et une grave infraction à la loi», avait déclaré M. Park à la tribune avant le scrutin. «Yoon Suk Yeol est le cerveau de cette rébellion». «Je vous demande instamment de voter en faveur de la desti-

tution afin de laisser une leçon historique selon laquelle ceux qui détruisent l'ordre constitutionnel devront rendre des comptes», avait poursuivi M. Park. «Yoon Suk Yeol est le plus grand risque pour la République de Corée». Le 7 décembre, une première motion de destitution avait échoué, la plupart des députés du Parti du pouvoir au peuple (PPP) de M. Yoon ayant quitté l'hémicycle pour empêcher le quorum d'être atteint.

200.000 MANIFESTANTS

A l'annonce de la destitution, les quelque 200.000 manifestants massés devant l'Assemblée nationale ont explosé de joie, dansant au son d'une k-pop assourdissante, s'embrassant parfois en larmes et agitant des bâtons lumineux. Plusieurs milliers de partisans de M. Yoon se sont également rassemblés dans le centre de Séoul dans l'attente du résultat, brandissant des drapeaux sud-coréens et américains et réclamant l'arrestation des dirigeants d'opposition. La Cour constitutionnelle a six mois pour confirmer ou infirmer la décision du Parlement.

Trois de ses neuf juges ayant pris leur retraite en octobre sans être remplacés à cause du blocage politique, les six restants devront prendre leur décision à l'unanimité. Si la destitution est validée, une élection présidentielle anticipée aura lieu sous 60 jours. «J'ai le cœur lourd. Je vais mobiliser toutes mes forces (...)

pour assurer une gouvernance stable», a déclaré aux journalistes le Premier ministre et désormais président par intérim Han Duck-soo. Yoon Suk Yeol, 63 ans, est le troisième président de l'histoire de la Corée du Sud à être destitué par le Parlement, après Park Geun-hye en 2017 et Roh Moo-hyun en 2004. Ce dernier avait cependant vu sa destitution invalidée par la Cour constitutionnelle deux mois après son adoption par les députés. Chassé du pouvoir, visé par une enquête pénale pour «rébellion» et interdit de quitter le pays, Yoon Suk Yeol voit le filet judiciaire se resserrer sur lui et sur ses proches collaborateurs.

ARRESTATIONS

Vendredi, le parquet a annoncé l'arrestation du chef du commandement militaire de Séoul, et un tribunal a lancé des mandats d'arrêt contre le chef de la police nationale et celui de la police de Séoul, citant un «risque de destruction de preuves». L'ancien ministre de la Défense Kim Yong-hyun, considéré comme la personne ayant poussé le président à imposer la loi martiale, avait été le premier à être arrêté le 8 décembre. Il avait tenté deux jours plus tard de se suicider en détention.

Yoon Suk Yeol avait sidéré la Corée du Sud dans la nuit du 3 au 4 décembre en instaurant la loi martiale, une première en plus de quatre décennies dans le pays, et en envoyant l'armée au Parlement pour essayer



d'empêcher les députés de se réunir. Dans un hémicycle cerné par les forces spéciales, les députés avaient tout de même réussi à tenir une séance d'urgence et à voter un texte réclamant l'abolition de la loi martiale, auquel le président avait été constitutionnellement obligé d'obéir.

Yoon Suk Yeol, un ancien procureur entré sur le tard en politique et élu président en 2022, avait justifié son coup de force par son désir de «protéger la Corée du Sud libérale des menaces posées par les forces communistes nord-coréennes et éliminer les éléments hostiles à l'Etat», accusant le Parlement dominé par l'opposition de torpiller toutes ses initiatives et de bloquer le pays.

La direction du commerce intensifie le contrôle Saisie de chicha électronique dans plusieurs commerces

K.Assia

Une importante quantité de chicha électronique a été saisie lors d'une opération de contrôle lancée par les services de la direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya d'Oran. Ce contrôle a ciblé plusieurs commerçants de vente en détail de tabac et de cigarettes, une opération qui s'est soldée par le retrait de quantités importantes de chicha à plusieurs arômes et importées illégalement. Ces produits nocifs pour la santé ont été introduits de manière illégale, selon les services du commerce qui ont intensifié leurs descentes dans les commerces afin de les retirer. Ainsi et au cours de ces contrôles qui ont mobilisé plusieurs brigades d'inspecteurs, il a été constaté que certains produits étaient inconnus et portaient des dessins pour enfants ce qui représente un véritable danger pour la santé publique. Sur ce, plu-

sieurs saisies ont été effectuées et les agents du contrôle ont rappelé la réglementation en question.

Par ailleurs, ce contrôle vient en application du programme mis en place par les pouvoirs publics lequel vise à lutter contre la consommation de ces produits nocifs dans le milieu scolaire. En effet, une commission placée sous l'égide du ministère de l'Education nationale a été mise en place afin de renforcer les campagnes d'information et de sensibilisation sur la gravité de ce fléau au profit des élèves des trois paliers. Celles-ci impliquent plusieurs acteurs dont la famille éducative, les parents d'élèves, les services de sécurité, la protection civile et la santé et ont pour mission de mettre en avant les efforts déployés pour prévenir ce fléau. En effet, fumer le narguilé et tout autre produit nocif pour la santé augmente sensiblement les maladies pulmonaires, chroniques, le syndrome respiratoire, le cancer

entre autres. Plus préoccupant, la consommation du narguilé expose à des risques de transmission microbienne, comme la tuberculose, car les fumeurs utilisent le même embout.

Face à de tels risques, les autorités locales multiplient les campagnes de prévention dans les milieux juvéniles. Des brigades mixtes composées des représentants de la santé, du commerce et de la police ont été également mises en place pour mener ces opérations que les initiateurs jugent indispensables pour prévenir contre les dangers. Le contrôle des cafés, des salons de thé et restaurants orientaux où on fume le narguilé, reste recommandé pour éviter à des jeunes et moins jeunes de tomber dans l'emprise de cette chicha qui a complètement modifié les habitudes des Oranais. Plusieurs appels de sensibilisation sont lancés pour prévenir contre le risque de maladies que la chicha occasionne.

Chambre à oxygène hyperbare du CHUO 100% de réussite dans la prise en charge des intoxiqués au monoxyde de carbone

Un taux de réussite de l'ordre de 100% est enregistré au CHU d'Oran en ce qui concerne le traitement des personnes victimes d'intoxication au monoxyde de carbone avec la chambre à oxygène hyperbare, a indiqué, mercredi, le chef de service des UMC au niveau de cet établissement, le Pr Nabil Tabet Aouel.

«Nous avons pris en charge, depuis la mise en service de cette chambre, en janvier 2022, une vingtaine d'intoxiqués au monoxyde de carbone dans un état grave, avec un taux de réussite de l'ordre de 100%», a-t-il indiqué dans une

déclaration à l'APS en marge d'une journée de sensibilisation sur les intoxications au monoxyde de carbone, organisée au CHU d'Oran.

Ce spécialiste a fait savoir que des patients de différentes régions du pays sont pris en charge pour différentes atteintes et pathologies, grâce à la chambre à oxygène hyperbare.

«Les cas traités au niveau de cette chambre sont nombreux et variés, notamment le pied diabétique, les accidents vasculaires cérébraux (AVC), les plaies ne cicatrisant pas, les intoxications

au monoxyde de carbone et les accidents de plongée, ce sont là les maladies les plus courantes que nous rencontrons», a-t-il précisé. «Nous enregistrons des évacuations régulières des wilayas côtières, du centre, de l'est du pays et de l'ouest, victimes de syncopes au cours de plongées sous-marines», a-t-il indiqué, ajoutant qu'une trentaine de cas de ce genre ont été traités avec succès.

Depuis sa mise en service, pas moins de 3.700 séances thérapeutiques ont été réalisées à l'aide de cette chambre à oxygène hyperbare, a fait savoir le Pr Tabet Aouel.

Opération police-gendarmerie à Aïn El Turck 18 individus recherchés arrêtés, deux fusils harpons saisis

K.Assia

Dans le cadre de la coordination entre les services opérationnels et pour une meilleure sécurisation des biens et des personnes, une vaste opération combinée mobilisant les services de la sûreté de daïra de Aïn El Turck et ceux du groupement de la gendarmerie a été lancée dans plusieurs quartiers et zones de Aïn El Turck. D'importants moyens humains, techniques et matériels ont été déployés pour lutter efficacement contre toute forme de criminalité. Dans ce registre, 333 individus ont été interpellés et soumis à un exa-

men de situation et 34 d'entre eux ont été arrêtés. Parmi eux 18 sont recherchés par des mandats de justice. Le reste est impliqué dans des affaires de commercialisation de stupéfiants, vols, port d'armes prohibées entre autres. Les services de sécurité ont saisi des comprimés psychotropes de différentes marques et du kif traité, un montant de plus de 15 millions de centimes, des armes blanches, deux fusils harpons, des fumigènes et des produits pyrotechniques.

Par ailleurs, les policiers et les gendarmes ont contrôlé 309 véhicules et 63 motos dont 31 ont été mises en fourrière pour

diverses infractions liées à la réglementation. 46 infractions routières ont été constatées. Dans le cadre de la police générale, les unités d'intervention ont contrôlé en collaboration avec les services du commerce 12 magasins et des procédures ont été lancées à l'encontre de quatre commerçants. 71 appareils de chicha, 25 tubes de chicha, 65 sachets de chicha et 65 kg de viande avariée ont été saisis. La sûreté et la gendarmerie mettent à la disposition de la population deux numéros verts, le 1548 et le 1055 et ce pour demander de l'aide ou dénoncer toute infraction ou délit.

Enlèvement des ordures ménagères Les trésoreries communales instruites pour le recouvrement des taxes

D.B.

Une instruction émanant de la wilaya a été adressée dernièrement à l'ensemble des APC pour mettre en place tous les moyens pour les perceptions de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), indiquent les services de la wilaya. Cette instruction fait suite au constat établi par les services compétents de la wilaya, qui fait état d'un faible taux de perception ces dernières années. Un taux de recouvrement qui selon les services compétents n'a pas dépassé les 12% au niveau des communes de la wilaya. Selon nos sources, l'ex-chef de l'exécutif avait indiqué qu'il y avait un problème de recouvrement de la TEOM assurant que ce défaut de recouvrement touche également d'autres taxes locales telles la taxe foncière et la taxe de séjour. Les services concernés s'inquiètent que le citoyen doit savoir qu'il doit payer une taxe destinée non seulement à enlever les déchets et à les remettre aux centres d'enfouisse-

ment technique (CET). Mais en raison du faible taux de recouvrement de cette taxe par les APC, ces dernières «piochent» dans leurs dotations budgétaires pour financer toute cette chaîne d'activités liées à la gestion des déchets.

Nos sources indiquent que le manque à gagner des grandes communes de la wilaya en matière de perception des taxes dépasserait de loin les quatre milliards de DA. Une situation qui n'a pas été sans susciter la réaction de l'ex-premier responsable de la wilaya d'Oran qui avait donné instruction aux maires pour prendre les mesures qui s'imposent pour accélérer le processus de recouvrement. A ce titre et conformément aux instructions du ministère de l'Intérieur sommant les collectivités locales à créer la richesse et à renflouer leurs caisses, la wilaya d'Oran vient d'instruire les communes pour une meilleure gestion de leur patrimoine notamment en matière de perception des taxes. Un dossier qui constitue un véritable casse-tête pour les gestionnaires des collectivités locales.

Selon nos interlocuteurs, cette instruction s'adresse surtout aux communes côtières et aux grandes communes de la wilaya à l'image de Aïn El Turck, Oran, Arzew, Boutlélis, etc. La majeure partie des communes de la wilaya accusent un grand retard en matière de perception des taxes. Pourtant, une grande partie des communes de la wilaya se plaignent d'un manque latent de moyens financiers. Nos sources indiquent que les communes de la daïra d'Es-Sénia et la commune d'Oran, ainsi que les communes de la daïra de Aïn El Turck, arrivent en premier en matière de non perception des taxes. Au niveau de la commune d'Oran, nos sources indiquent que des dispositions ont été prises pour inciter les services chargés de la perception des taxes de location des biens communaux pour assainir la situation. A ce titre, le maire d'Oran a adressé des instructions à l'ensemble des services de la commune pour adopter plus de rigueur dans le recouvrement des taxes et loyers des biens communaux.

Pour un développement agricole durable Appel à la réservation de petites surfaces à l'agriculture biologique

Des experts en agriculture, réunis lors de la deuxième édition de la session nationale de formation sur les «bonnes pratiques de l'agriculture biologique», clôturée mercredi à Oran, ont appelé les investisseurs du secteur agricole à consacrer de petites surfaces à l'agriculture biologique pour promouvoir un développement agricole durable et à développer ce type d'agriculture en Algérie. Dans ce cadre, la directrice des services agricoles (DSA) d'Oran, Djamilia Drâaou, a indiqué, en marge des travaux de cette session de deux jours, que la DSA vise à sensibiliser et à encourager les investisseurs de la région à intégrer l'agriculture biologique dans leurs activités.

«Cette démarche s'inscrit dans un contexte marqué par un intérêt croissant des investisseurs pour le secteur agricole, offrant ainsi un élan significatif à ce domaine », a-t-elle souligné.

La direction et la Chambre d'agriculture d'Oran œuvrent à sensibiliser les coopératives agricoles à l'importance d'adopter l'agriculture biologique en allouant, dans un premier temps, de petites surfaces comprises entre deux et trois hectares à ce mode de culture comme expérience pilote, avant de l'étendre à l'ensemble des exploitations agricoles.

A cet égard, Djamilia Drâaou a cité le succès de l'expérimentation de la culture de tomates en

serres utilisant des techniques biologiques, soulignant l'intention de relancer cette initiative avec les différents acteurs de cette filière.

De son côté, le président de la Fédération algérienne des consommateurs, Zaki Hariz, a déclaré que «la fédération œuvre à préparer le consommateur et à l'encourager à acheter des produits biologiques, qu'ils soient frais ou transformés».

Il a également souligné l'importance de l'accompagnement, sur le terrain, à travers des conseils agricoles pour faciliter la transition de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique, «en vue de développer ce type d'agriculture en Algérie et d'offrir des alternatives variées au consommateur».

Cette session de formation théorique et pratique, qui a duré deux jours et réuni plus de 25 participants, a permis de présenter diverses techniques modernes utilisées en agriculture biologique, contribuant à la durabilité des ressources naturelles et à l'amélioration de la qualité des produits agricoles.

Organisée sous le slogan «Pour une agriculture sûre et durable», cette session a été initiée par la Fédération algérienne des consommateurs, en collaboration avec le centre Afak Control et le bureau de conseil Dahlia, sous le haut patronage de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, ainsi que du wali d'Oran.

Lutte contre la criminalité urbaine Trois dealers arrêtés et 1.470 comprimés psychotropes saisis

K. Assia

Trois individus dont une jeune fille ont été arrêtés par les services de la 17^{ème} sûreté urbaine pour détention et commercialisation de stupéfiants. Les informations parvenues aux policiers ont révélé que ce réseau criminel écoulait le produit prohibé dans les quartiers rele-

vant de la compétence de cette sûreté urbaine sise en plein centre d'Oran. Sur ce, les investigations lancées ont permis d'arrêter les membres du réseau et de saisir 1.470 comprimés psychotropes de marque Pregabaline 300 mg, un montant de 25 millions de centimes et quatre portables. Ils seront présentés au tribunal après enquête.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER
ARABI Mokhtaria, 86 ans, Maraval
MARKOUZ Meriem, 51 ans, Bastié
BOUKACEM Joher, 88 ans, Les HLM
DJOUDI Chahinez, 31 ans, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs

13 jourmada ethania 1446

El Fedjr 06h35 Dohr 12h59 Assar 15h34 Maghreb 17h54 Icha 19h18



Tlemcen

Une initiative pour soutenir les villes intelligentes

Le groupe des Industries électriques algériennes a lancé, récemment, une initiative visant à soutenir les projets émergents et innovants dans le domaine des villes intelligentes et durables, a indiqué, samedi, le président du groupe, Djillani Koubibi Bachir.

M. Djillani Koubibi a précisé dans une déclaration à l'APS que l'annonce de cette nouvelle initiative a été faite en marge de la journée d'étude sur les "villes intelligentes et durables", organisée, jeudi dernier, en collaboration avec l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville de la wilaya de Tlemcen. Il a ajouté que "la participation du regroupement professionnel spécialisé dans les industries électriques à cet événement scientifique visait à réaffirmer son engagement à soutenir les startups".

Dans ce cadre, M. Djillani Koubibi a

annoncé le lancement de cette initiative pour soutenir les projets émergents et innovants qui favorisent la créativité et renforcent le partenariat, afin de construire des villes modernes reposant sur la technologie et l'innovation pour réaliser un développement durable.

En outre, lors de cette journée d'étude, un protocole d'accord a été signé entre l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville de Tlemcen et le groupe, visant à renforcer la coopération (académique et professionnelle) entre les deux parties, notamment en ce qui concerne le développement de solutions intelligentes et la réalisation d'une vision commune pour la construction de villes durables, selon le même intervenant.

Lors de cet événement, qui a duré une journée, plusieurs interventions de recherche et présentations innovantes ont

été animées par des professeurs, des experts, des porteurs de projets innovants et des représentants d'entreprises émergentes, mettant en lumière les perspectives prometteuses dans le domaine des villes intelligentes et soulignant la nécessité de renforcer le rôle de l'innovation en tant que pilier du développement durable, a ajouté M. Djillani Koubibi.

Pour rappel, le groupe des industries électriques algériennes, en tant que cluster professionnel visant à développer les industries nationales dans ce secteur et à augmenter sa contribution à l'exportation hors hydrocarbures, regroupe plus de 160 industriels, 13 laboratoires, 65 entreprises d'exécution, 59 bureaux d'études techniques et environ 6.500 entreprises spécialisées dans les travaux électriques.

Tindouf

Gara Djebilet ouvre de nouvelles perspectives

Les travaux du séminaire national intitulé "Gara Djebilet : renforcer les capacités des jeunes en formation et en recherche scientifique", ont débuté, vendredi à Tindouf, avec la participation de plus de 150 jeunes, experts et enseignants universitaires venus des différentes wilayas du pays.

Organisé par le Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ), à travers la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du CSJ et parrainé par le Groupe "SONAREM", ce séminaire, qui se poursuit sur deux jours, permettra aux jeunes de découvrir les perspectives prometteuses qu'offre le projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet, selon les participants. Ce projet est perçu comme un levier pour la relance économique, tout en créant des opportunités d'emploi, de sous-traitance et de création de micro entreprises tant pour les jeunes de la région que pour l'ensemble des jeunes algériens. A ce propos, le vice-président du CSJ, Anis Ailloul a précisé que "cette rencontre s'inscrit dans le cadre du programme national élaboré par le CSJ pour les années 2024/2025, visant à renforcer les compétences et à explorer les opportunités disponibles à travers le projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet, dans les domaines de recherche,

de la formation et de l'investissement, notamment en ce qui concerne les startups et les micro-entreprises".

Ce projet structurant "aura des retombées sur la wilaya de Tindouf et sur l'économie nationale en générale, en exploitant différentes opportunités pour renforcer les efforts consentis par les institutions de l'Etat, conformément à la stratégie et à la volonté politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à insuffler une nouvelle dynamique à l'activité économique en Algérie, à commencer par Gara Djebilet", a-t-il affirmé.

De son côté, le président de la commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement et de la recherche scientifique, Seifeddine Radjaï, a indiqué que "la participation d'un grand nombre de jeunes à ce séminaire vise en premier lieu à mettre en place de nouveaux mécanismes, en vue de développer cette région, à travers l'exploitation du projet de Gara Djebilet qui constitue un souffle nouveau pour l'économie nationale".

A ce titre, a-t-il ajouté, "le projet de Gara Djebilet, après avoir été un défi pendant de longues années, est désormais une réalité grâce à la volonté politique des hautes autorités du pays. Cela exige, aujourd'hui, une étude approfondie

de toutes les options et l'ouverture des instituts et universités algériens à des spécialités en adéquation avec ce projet d'envergure, qui nécessite plus de 52% de main-d'œuvre spécialisée".

Présidant l'ouverture du séminaire national, le wali de Tindouf, Mustapha Dahou, a affirmé que "le séminaire permettra aux jeunes venus de différentes régions du pays, de se concerter, d'échanger et d'effectuer des visites de terrain à Gara Djebilet, en compagnie des jeunes de la wilaya, dans l'objectif de mettre en exergue les perspectives d'investissement offertes par cette mine à court, moyen et long terme".

Il convient de noter qu'au terme du 1er jour du séminaire, une excursion a été programmée au village de Hassi Mounir, situé à environ 200 km du chef-lieu de la wilaya de Tindouf, pour faire découvrir aux jeunes participants, les potentialités économiques et touristiques de la région.

Selon le programme prévu, le séminaire bénéficie de l'encadrement de cadres du groupe SONAREM et des entreprises nationales affiliées. Des directeurs généraux du secteur de l'énergie et des mines ainsi que des membres de clubs scientifiques et d'instituts de formation professionnelle participent également à cet événement.

Chlef

La direction de l'environnement sensibilise

Abbad Miloud

La direction de l'environnement de la wilaya de Chlef, en collaboration avec plusieurs directions de wilaya et les associations spécialisées dans le domaine de l'environnement, a établi un programme varié s'étalant du 8 au 14 du mois courant, animé par des cadres et techniciens de la direction de l'environnement avec la participation de la maison de l'environnement, la conservation des forêts, la direction des ressources en eau, la direction

de l'éducation nationale, la conservation nationale du littoral, les associations environnementales. Un programme entrant dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la montagne, qui coïncide chaque année avec la date du 11 décembre, ayant cette année, pour thème "solutions de montagne pour un avenir durable -innovation, adaptation et jeunesse". Parmi les activités, une opération de plantations d'arbres à la forêt de Bissa dans la commune de Zeboudja. La direction de l'environnement a pris l'initiative

de faire participer des enfants pour leur faire découvrir la diversité biologique et la beauté du milieu naturel que recèle la wilaya, de même l'impact remarquable des arbres sur la qualité de vie.

Une sortie pédagogique a eu lieu aux monts de l'Ouarsenis. Sur place, les enfants ont été sensibilisés sur l'importance des montagnes. Des portes ouvertes sont organisées jusqu'à la fin du mois à l'intention du large public. La consultation est à faire sur la page officielle de la direction de wilaya de l'environnement.

Tiaret

Des psychologues en formation

El-Houari Dilmi

Destiné aux psychologues en fonction au niveau des établissements des jeunes, l'office des établissements des jeunes (ODEJ), relevant de la direction de la jeunesse et des sports, a organisé en fin de semaine un séminaire régional consacré à la prise en charge du psycho-trauma chez les jeunes. « L'objectif de ce séminaire de formation des psychologues en charge des cellules d'écoute au niveau des ODEJ est de prendre en charge et traiter les cas de psychotraumatisme chez les jeunes, ainsi que les nouvelles méthodes thé-

rapeutiques pour lutter contre la toxicomanie chez l'enfant et l'adolescent », a expliqué Dr. Aichouba Farida, psychologue coordinatrice à l'office des établissements des jeunes de Tiaret.

Animée par Dr Hamek Mohamed, professeur en psychologie à l'université « Ibn-Khaldoun » de Tiaret, une conférence s'est intéressée au choc psychologique chez le jeune sujet, et la prise en charge thérapeutique post-psychotraumatique. Des ateliers de formation ont également été organisés à l'adresse des psychologues responsables des cellules d'écoute, pour une meilleure prise en charge des affections

psychologiques chez les jeunes. Des recommandations ont été adoptées à l'issue du séminaire régional, portant essentiellement sur les nouvelles méthodes scientifiques de traitement des traumatismes d'origine psychologique chez les jeunes et dans le milieu juvénile d'une manière générale.

Dirigé par Tedjini H'mida, l'Office des établissements de jeunes de Tiaret organise périodiquement des rencontres et des ateliers de formation à l'adresse des maisons de jeunes, comme celui organisé durant l'été dernier sur l'utilisation des algorithmes dans la gestion des plateformes et pages Web.

Mascara

Reprise progressive de l'alimentation en eau

L'approvisionnement en eau potable a repris progressivement, samedi, dans 20 communes de la wilaya de Mascara après une interruption de quatre jours due à des travaux de maintenance à la Station de dessalement de l'eau de mer (SDEM) d'El-Mactaa (Oran), a-t-on appris auprès de la direction de l'unité locale d'Algérienne des Eaux (ADE).

L'approvisionnement en eau potable a repris de manière "progressive", ce samedi, à la suite de l'achèvement des travaux de maintenance sur cette installation hydraulique, a

précisé la même source.

Cette perturbation a touché les communes de Mascara, Tizi, Ghriss, El-Keurt, Froha, Matemore, Aïn Fares, El Fraguig, El-Bordj, Khalouia, Mohammadia, Macta-Douze, Sidi Abd-El Moumen, El-Ghomri, Sedjarra, Sig, Bouhenni, Ogaz, El-Alaïmia et Ras El-Aïn Amirouche.

Durant la période de perturbation, les services de l'unité locale d'Algérienne des Eaux ont assuré l'approvisionnement des habitants des communes concernées par le biais de citernes mobiles, a précisé la même source.

Des chantiers pour renforcer le réseau du gaz

Un total de 79 foyers situés dans la commune de Bouhenni a été raccordé, jeudi, au réseau de distribution de gaz naturel, dans le cadre de la célébration du 64e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, a-t-on appris de la direction de l'Energie et des Mines.

Cette opération, supervisée par les autorités de la wilaya, a ciblé deux agglomérations secondaires, à savoir "Benkouider" et "Ettefah", a-t-on précisé de même source.

Elle a consisté en la réalisation d'environ un kilomètre de réseau de distribution de gaz naturel, pour une enveloppe budgétaire

estimée à 3,7 millions de dinars, allouée dans le cadre du budget communal, a fait savoir la même source. Cette initiative de développement permettra de porter le taux de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel dans les zones rurales de la commune de Bouheni à plus de 60 %, a-t-on souligné.

Par ailleurs, les travaux de raccordement de plus de 4.500 foyers au réseau de gaz naturel sont en cours dans plusieurs agglomérations secondaires et zones rurales de la wilaya. Les travaux de concrétisation de ces projets enregistrent un taux "avancé", selon la même source.

Relizane

De nouveaux projets lancés

Des projets de réalisation de plusieurs infrastructures publiques ont été lancés, jeudi, dans la wilaya de Relizane, dans le cadre de la commémoration du 64e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960.

A cette occasion, le wali de Relizane, Sami Medjoubi, accompagné des autorités locales et de membres de la famille révolutionnaire, a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation d'un siège de sûreté urbaine au quartier "Ennasr" dans la ville de Relizane, pour une enveloppe financière de plus de 143 millions DA et avec un délai de réalisation fixé à huit mois, indique-t-on.

Le wali a également supervisé le lancement du chantier du projet de construction d'une polyclinique dans le même quartier, qui compte plus de 3.000 logements.

Par ailleurs, la première pierre a été posée pour la réalisation d'un lycée de 1000 places, au quartier "Er-Romane", financée à hauteur de 430 millions de dinars, ainsi que trois éco-

les primaires dans les quartiers "Stal", "898 Logements" et "Zirayia" dans la même commune. Dans l'agglomération de "Sidi-El Hadj", relevant de la commune de Bendaoud, des travaux ont été lancés pour la réalisation d'une école primaire et de 60 logements publics locatifs (LPL).

Dans une déclaration à la presse, le wali a souligné que les festivités de commémoration du 64e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960 ont été marquées par la pose de la première pierre de plusieurs infrastructures et projets de développement dans divers secteurs, avec une attention particulière portée au secteur de l'éducation. D'autres projets ont été livrés et concernent les secteurs des ressources en eau, de l'énergie, du sport et de la santé, entre autres.

M. Medjoubi a ajouté que ces projets, dont les délais de réalisation varient entre 8 et 18 mois, s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à répondre aux préoccupations des citoyens et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves.

La chute et l'essor de la démocratie américaine

BOSTON – Il n'aurait pas dû être si surprenant que les électeurs américains soient largement insensibles aux avertissements des démocrates selon lesquels Donald Trump représente une grave menace pour les institutions américaines. Dans un sondage Gallup de janvier 2024, seuls 28 % des Américains (un niveau historiquement bas) se sont déclarés satisfaits du «fonctionnement de la démocratie américaine».



PAR DARON ACEMOGLU

Lauréat du prix Nobel d'économie en 2024
et professeur d'économie au MIT*

La démocratie américaine promet depuis longtemps quatre choses : une prospérité partagée, une voix pour les citoyens, une gouvernance fondée sur l'expertise et des services publics efficaces. Mais, comme celle des autres pays riches et même des pays à revenu intermédiaire, elle n'a pas répondu à ces aspirations.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Pendant les trois décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, la démocratie a produit des résultats, en particulier une prospérité partagée. Les salaires réels (corrigés de l'inflation) ont augmenté rapidement pour tous les groupes démographiques et les inégalités ont diminué. Mais cette tendance s'est interrompue à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Depuis lors, les inégalités sont montées en flèche et les salaires des travailleurs sans diplôme universitaire ont à peine augmenté. Environ la moitié de la main-d'œuvre américaine a vu les revenus de l'autre moitié s'envoler.

Si les dix dernières années ont été un peu meilleures (l'augmentation des inégalités, qui dure depuis près de 40 ans, semble s'être arrêtée vers 2015), la poussée d'inflation induite par la pandémie a fait payer un lourd tribut aux familles de travailleurs, en particulier dans les villes. C'est pourquoi tant d'Américains ont cité les conditions économiques comme leur principale préoccupation, avant la démocratie.

La conviction que la démocratie permettrait à tous les citoyens de s'exprimer était tout aussi importante. Si quelque chose n'allait pas, vous pouviez le faire savoir à vos représentants élus. Si ce principe n'a jamais été pleinement respecté – de nombreuses minorités sont restées privées de leur droit de vote pendant une grande partie de l'histoire des États-Unis –, la privation du droit de vote est devenue un problème encore plus généralisé au cours des quatre dernières décennies. Comme le dit la sociologue Arlie Russell Hochschild, de nombreux Américains, en particulier ceux qui n'ont pas de diplôme universita-

re et qui vivent dans le Midwest et le Sud, en sont venus à se sentir «étrangers sur leur propre terre».

Pire encore, les démocrates ont cessé d'être le parti des travailleurs pour devenir une coalition d'entrepreneurs de la tech, de banquiers, de professions libérales et de diplômés de l'enseignement supérieur, qui partagent très peu de priorités avec la classe ouvrière. Oui, les médias de droite ont également alimenté le mécontentement de la classe ouvrière. Mais ils ont pu le faire parce que les médias grand public et les élites intellectuelles ont ignoré les griefs économiques et culturels d'une grande partie du public. Cette tendance s'est accélérée au cours des quatre dernières années, pendant que les segments hautement éduqués de la population et l'écosystème médiatique mettaient constamment l'accent sur les questions identitaires, ce qui a encore aliéné de nombreux électeurs.

S'il s'agissait simplement de technocrates et d'élites intellectuelles qui fixent l'ordre du jour, on pourrait se dire qu'au moins les experts sont à l'œuvre. Mais la promesse d'une gouvernance fondée sur l'expertise sonne creux au moins depuis la crise financière de 2008. Ce sont les experts qui ont conçu le système financier, soi-disant pour le bien commun, qui ont fait fortune à Wall Street, parce qu'ils savaient comment gérer les risques. Or, non seulement leur beau discours s'est avéré faux, mais les politiciens et les régulateurs se sont empressés de sauver les coupables, tout en ne faisant presque rien pour les millions d'Américains qui ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance.

La méfiance du public à l'égard de l'expertise n'a fait que croître, en particulier lors de la crise du Covid-19, lorsque des questions telles que le confinement et les vaccins sont devenues des épreuves décisives pour la croyance en la science. Ceux qui n'étaient pas d'accord ont été durement réduits au silence dans les grands médias et poussés vers des médias alternatifs dont l'audience augmente rapidement.

Cela nous amène à la promesse des services publics. Le poète britannique John Betjeman a écrit un jour que «notre nation est synonyme de démocratie et d'égouts efficaces», mais la fiabilité des égouts fournis par la démocratie est de plus en plus remise en question. D'une certaine manière, le système est victime de son propre succès. Dès le XIXe siècle, les États-Unis et de nombreux pays européens ont adopté une législation visant à garantir une sélection méritocratique et à limiter la corruption dans les services publics, suivie de réglementations destinées à protéger le public des nouveaux produits, qu'il s'agisse de voitures ou de produits pharmaceutiques.

La crise dont l'Allemagne a besoin



PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur d'économie et de sciences politiques
à l'université de Californie à Berkeley*

Je soutiens depuis longtemps que la meilleure façon de comprendre ces problèmes est de les considérer comme une conséquence négative de la réussite économique antérieure de l'Allemagne et des fondements institutionnels de cette réussite. Le malaise actuel de l'économie allemande en est une nouvelle preuve.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale – une période de bouleversements et de crises, mais aussi de rénovation et d'opportunités – ce qui était alors l'Allemagne de l'Ouest a développé un ensemble d'institutions économiques et politiques idéalement adaptées aux conditions de l'époque. Pour tirer parti de ses prouesses en matière de fabrication de qualité, les décideurs politiques ont mis en place des programmes de formation professionnelle et d'apprentissage qui ont permis d'accroître l'offre de mécaniciens et de techniciens qualifiés. Afin d'exploiter la croissance rapide du commerce mondial et de pénétrer les marchés d'exportation mondiaux, l'industrie allemande a doublé la production de véhicules à moteur et de biens d'équipement, domaines dans lesquels elle avait développé un avantage comparatif prononcé.

Dans le même temps, l'Allemagne de l'Ouest a mis en place un système financier basé sur les banques pour canaliser les fonds vers les entreprises dominantes de ces secteurs. Pour garantir l'harmonie dans ses grandes entreprises et limiter les perturbations sur le lieu de travail, elle a mis au point un système de cogestion et de codétermination de la direction qui permettait aux représentants des travailleurs de participer aux décisions de la direction.

Enfin, pour limiter les perturbations politiques, et en particulier pour empêcher le type d'extrémisme politique et de fragmentation parlementaire qui avait hanté l'Allemagne dans le passé, un système électoral proportionnel a été mis en place afin que tous les partis aient une voix, sous réserve d'un seuil minimum de 5 % pour la représentation parlementaire (afin de limiter l'influence des partis marginaux).

FRANCFORT – L'Allemagne est l'exemple type de tout ce qui ne va pas dans l'économie européenne. Le PIB est en passe de chuter pour la deuxième année consécutive. Les industries à forte consommation d'énergie, telles que la chimie et la métallurgie, sont au bord du gouffre. Des champions nationaux comme Volkswagen et ThyssenKrupp ont annoncé des suppressions d'emplois et des fermetures d'usines sans précédent.

Le résultat heureux de cet alignement des institutions et des opportunités a été le *Wirtschaftswunder*, le miracle de la croissance du troisième quart du vingtième siècle, lorsque l'Allemagne de l'Ouest a surpassé ses principaux rivaux des économies avancées (à la seule exception du Japon).

Malheureusement, ces mêmes institutions et dispositions se sont avérées extrêmement difficiles à modifier lorsque les circonstances ont changé. L'accent mis sur la fabrication de qualité est devenu problématique avec l'apparition de nouveaux concurrents, notamment la Chine, mais les entreprises allemandes ont continué à investir massivement dans cette stratégie.

Les tentatives visant à modifier l'organisation du lieu de travail, et encore plus à fermer les usines non rentables, ont été bloquées par la cogestion. Le financement de start-up dans de nouveaux secteurs ne suivait pas la pente naturelle de banques encroûtées, habituées à traiter avec des clients établis de longue date dans des secteurs d'activité familiaux. Le système électoral proportionnel avec un seuil de 5 % a donné des résultats insatisfaisants et des coalitions instables lorsque les électeurs se sont déplacés vers les extrêmes, ce qui a permis à l'Alternative pour l'Allemagne (à droite) et à l'Alliance Sahra Wagenknecht (à gauche) d'obtenir une représentation parlementaire, tout en laissant les Libéraux Démocrates, plus modérés, courir le risque d'être écartés.

Les solutions semblent évidentes : investir davantage dans l'enseignement supérieur et moins dans l'apprentissage et la formation professionnelle à l'ancienne, afin que l'Allemagne devienne un leader de l'automatisation et de l'intelligence artificielle. Développer une industrie du capital-risque pour prendre les risques que les banques ne veulent pas assumer. Utiliser des politiques macroéconomiques pour stimuler les dépenses au lieu de s'appuyer sur des marchés d'exportation grevés de droits de douane. Repenser la cogestion et le système électoral proportionnel mixte qui ont fait leur temps.

Enfin, il faut desserrer le « frein à l'endettement », un autre héritage du passé, qui limite les dépenses publiques. Cela permettra au gouvernement d'investir davantage dans la recherche et le développement ainsi que dans les

Cependant, à mesure que les réglementations et les procédures de sécurité se sont multipliées, les services publics sont devenus moins efficaces. Par exemple, les dépenses publiques par kilomètre d'autoroute aux États-Unis ont plus que triplé entre les années 1960 et 1980, en raison de l'ajout de nouvelles réglementations et procédures de sécurité. Des baisses similaires de la productivité du secteur de la construction ont été attribuées à des réglementations onéreuses en matière d'utilisation des sols. Non seulement les coûts ont augmenté, mais les procédures, conçues pour garantir des pratiques sûres, transparentes et adaptées aux besoins des citoyens, ont entraîné des retards importants dans toutes sortes de projets d'infrastructure, ainsi qu'une détérioration de la qualité d'autres services, y compris l'éducation.

En résumé, les quatre piliers de la promesse démocratique semblent brisés pour de nombreux Américains. Mais cela ne signifie pas que les Américains préfèrent aujourd'hui un autre système politique. Les Américains sont toujours fiers de leur pays et reconnaissent que son caractère démocratique est un élément important de leur identité.

La bonne nouvelle, c'est que la démocratie peut être reconstruite et rendue plus solide. Le processus doit commencer par se concentrer sur la prospérité partagée et la voix des citoyens, ce qui signifie réduire le rôle de l'argent dans la politique. De même, si la démocratie ne peut être séparée de l'expertise technocratique, l'expertise peut certainement être moins politisée. Les experts gouvernementaux devraient être issus d'un plus large éventail de milieux sociaux, et il serait également utile d'en déployer davantage au niveau des collectivités locales.

Rien de tout cela n'est susceptible de se produire sous la future administration Trump, bien sûr. En tant que menace évidente pour la démocratie américaine, il érodera de nombreuses normes institutionnelles essentielles au cours des quatre prochaines années. La tâche de reconstruire la démocratie incombe donc aux forces de centre-gauche. Ce sont elles qui doivent affaiblir leurs liens avec le Big Business et la Big Tech et se réapproprier leurs racines ouvrières. Si la victoire de Trump sert de signal d'alarme pour les démocrates, il se peut qu'il ait involontairement déclenché un rajeunissement de la démocratie américaine.

*Cofacteur (avec Simon Johnson) de *Power and Progress : Our Thousand-Year Struggle Over Technology and Prosperity* (PublicAffairs, 2023)

infrastructures, deux facteurs déterminants de la réussite économique au XXe siècle.

Imaginer de tels changements peut être facile, mais les mettre en œuvre ne l'est pas. Le changement est toujours difficile, bien sûr. Mais il est particulièrement difficile lorsqu'on cherche à modifier un ensemble d'institutions et d'arrangements dont le bon fonctionnement, dans chaque cas, dépend du fonctionnement des autres. Tenter de le faire revient à remplacer la transmission d'une Volkswagen alors que le moteur tourne.

Pour prendre un exemple, les banques allemandes, qui s'appuient sur leurs relations existantes avec leurs clients, sont plus à l'aise lorsqu'elles prêtent à des entreprises établies de longue date, qui exercent leurs activités selon des méthodes établies de longue date. À leur tour, ces entreprises sont plus performantes lorsqu'elles entretiennent des relations de longue date avec des banques sur lesquelles elles peuvent compter pour obtenir des financements.

Si l'on remplace ces entreprises établies par des start-up, les banques, qui n'ont pas l'expertise des fonds de capital-risque, seront désemparées. Si elles prêtent néanmoins, elles risquent de faire faillite. Remplacez les banques par des fonds de capital-risque, qui n'ont que peu d'intérêt pour les entreprises de pliage de métaux, et ces entreprises perdront l'accès au financement externe dont elles dépendent. Telle est la nature du blocage institutionnel de l'Allemagne.

La mauvaise nouvelle est donc qu'il existe une grave inadéquation entre la situation économique actuelle de l'Allemagne et son héritage institutionnel, et qu'il existe des obstacles majeurs à la modification de ce dernier pour le réaligner sur la première. La bonne nouvelle, c'est qu'une crise qui inciterait à repenser entièrement cet héritage institutionnel pourrait vraisemblablement débloquer la situation. Peut-être est-ce justement la crise dont l'Allemagne a besoin.

*Auteur de *In Defense of Public Debt* (Oxford University Press, 2021)

Le manifeste techno-réaliste

HAMILTON - « Dans le futur, il sera facile de guérir le vieillissement et le cancer », affirme David Sinclair, chercheur sur le vieillissement à l'Université d'Harvard. De même, Elon Musk continue d'annoncer qu'il enverra bientôt des êtres humains sur Mars, et qu'il déploiera à grande échelle ses robotaxis.

PAR NICHOLAS AGAR⁽¹⁾ ET STUART WHATLEY⁽²⁾



1- Professeur de philosophie à l'Université de Waikato,

en Nouvelle-Zélande, et coauteur, avec Dan Weijers et Stuart Whatley, de l'ouvrage intitulé *How to Think about Progress: A Skeptic's Guide to Technology* (Springer Cham, 2024).



2 - Rédacteur principal chez Project Syndicate, et coauteur, avec Nicholas Agar et Dan Weijers, de l'ouvrage intitulé *How to Think about Progress: A Skeptic's Guide to Technology* (Springer Cham, 2024).

Un certain nombre de grandes entreprises fixent des objectifs de neutralité carbone sur la base de prévisions très optimistes quant au potentiel des technologies de captage du carbone. Enfin, bien entendu, de nombreux commentateurs expliquent aujourd'hui que « l'IA va tout changer ».

Dans ce contexte déconcertant où s'entremêlent exagérations médiatiques et prouesses technologiques réelles, les entrepreneurs, scientifiques et autres experts ne s'avanceraient-ils pas un peu trop ? À tout le moins, ils démontrent une nette préférence pour les solutions technologiques à des problèmes complexes, ainsi qu'une solide conviction dans l'idée selon laquelle le progrès technologique améliorera notre santé, nous rendra plus riches et plus intelligents. « Soumettez-nous un problème du monde réel », écrit Marc Andreessen, acteur majeur de la Silicon Valley, dans *Le Manifeste techno-optimiste*, « et nous inventerons une technologie pour le résoudre ».

Or, comme nous l'expliquons dans notre livre *How to Think About Progress*, cette attitude est fortement influencée par ce que nous appelons le « biais d'horizon » : la propension à croire que tout ce que les experts peuvent envisager d'accomplir grâce à la technologie serait

à portée de main. Cet optimisme résulte de réussites passées en matière technologique : éradication de la variole, premier pas sur la Lune, ou encore création de machines capables de surpasser des maîtres au jeu d'échecs et des spécialistes radiologiques.

Ces accomplissements occupent notre mémoire collective, dans laquelle ils constituent la preuve par induction de la puissance de l'ingéniosité humaine. Or, nous oublions (ou ignorons) tous les cas dans lesquels la technologie promettait de résoudre un problème sans finalement y être parvenue. De la même manière que l'histoire humaine est écrite par les vainqueurs, celle du progrès technologique insiste principalement sur les avancées qui ont abouti à des résultats, créant ainsi l'impression selon laquelle l'homme technologue accomplirait systématiquement tout ce qu'il entreprend.

Ce biais d'anticipation est présent en chacun d'entre nous, mais particulièrement conséquent chez ceux qui jouissent de suffisamment d'expertise pour être en mesure de proposer des solutions scientifiques et technologiques à des défis majeurs - d'autant plus lorsqu'ils espèrent nous vendre quelque chose. Le problème réside en ce qu'ils se persuadent eux-mêmes de leur capacité à prévoir chaque étape nécessaire pour atteindre un objectif ambitieux, tel que « guérir » le cancer, ou coloniser la planète Mars. Les « connaissances » de ces experts inspirent autant de confiance dans celui qui s'exprime que d'espoir parmi le public profane.

Par ailleurs, le fait de promettre des voyages touristiques sur Mars est une chose, et affirmer que vous inventerez une machine à voyager dans le temps en est une autre. La première ambition semble à tout le moins réalisable, ce qui suffit amplement à tout optimiste pour s'enthousiasmer. La simple possibilité peut constituer une puissante force dans les prévisions et la prise de décisions, car nous ne comprenons généralement pas que notre sens du possible est corrélé à notre ignorance. Moins nous connais-

sons la biologie ou les voyages spatiaux, plus nous croirons dans les possibilités d'accomplissement en la matière. Après tout, pour ce que nous en savons, pourquoi la recherche contre le vieillissement ne permettrait-elle pas aux êtres humains d'aujourd'hui de vivre plusieurs centaines d'années ?

Tel est l'angle mort qu'aiment exploiter les créateurs d'engouement de la Silicon Valley, notamment après des avancées spectaculaires comme le lancement de ChatGPT ou le succès des vaccins à ARN messager contre le COVID-19. C'est à ces moments-là que nous regardons l'horizon et revoyons nos ambitions. Peut-être que la science à l'appui des vaccins permettra également de créer un « remède » contre le cancer ? Lorsque les spécialistes eux-mêmes expliquent « Pour ce que nous en savons, cette dernière avancée pourrait rapidement conduire à X, Y ou Z », le public a des raisons légitimes de s'enthousiasmer.

En réalité, il s'agit d'un mode de réflexion simpliste : puisque nous ne pouvons que spéculer sur les étapes ultérieures nécessaires pour atteindre une destination espérée, nous nous octroyons le droit de passer outre l'ensemble des imprévus chaotiques qui surviendront inévitablement au cours de la recherche et du développement. Succombant au biais d'horizon, il nous arrive par exemple de dire : « Tout ce dont nous avons besoin pour lutter contre le changement climatique, c'est accroître les dépenses de R&D autour des technologies de captage du carbone, jusqu'à ce que nous trouvions un moyen de les rendre plus abordables et viables à grande échelle ». Précisément parce que nous ignorons encore quelles avancées techniques et scientifiques seront pour cela nécessaires, nous pouvons imaginer que l'objectif est tout à fait atteignable.

C'est plus agréable que de reconnaître qu'un problème continuera sans doute d'échapper à notre contrôle, ou du moins plus longtemps que prévu. Or, nous devons résister à cette tentation.

Le fait que le biais d'horizon persiste impose sur le plan rationnel et éthique que nous conservions un scepticisme réaliste vis-à-vis de la technologie. L'excès de confiance peut engendrer un aléa moral. Pourquoi s'inquiéter des émissions de carbone puisque nous disposerons bientôt de mécanismes de captage direct dans l'air ou de robots dévoreurs de carbone, qui nous permettront d'inverser le changement climatique ?

Méfions-nous également de cette tendance psychologique qui nous conduit systématiquement à surestimer notre capacité à résoudre de grands défis générationnels au moyen de la technologie. Comme l'a écrit le bibliographe de la science-fiction I.F. Clarke il y a près de 50 ans, nous entretenons « le désir éternel d'un pouvoir de l'homme sur la nature, aussi instantané et aussi absolu que sa volonté ». La modernité a rendu à la fois facile et enthousiasmant d'imaginer que des solutions technologiques surgissent de nulle part. Bien que nous sachions que nous ne devrions pas tout miser sur de telles attentes, il est trop tentant d'envisager des solutions qui feraient tout simplement disparaître des problèmes tels que le changement climatique, les pandémies et le cancer.

Cette tendance peut entraver notre capacité à nous préparer à un avenir intrinsèquement incertain. Une préparation adéquate impose que nous ne nous appuyions pas sur un échantillon biaisé d'expériences passées. Face aux grands défis mondiaux que nous affrontons, nous devons éviter d'agir tels des parieurs qui gardent uniquement en tête ces occasions auxquelles ils ont gagné gros, et pas les nombreuses fois où c'est le casino qui a raflé la mise.

Bien entendu, l'existence d'un biais d'horizon ne signifie pas nécessairement que des solutions technologiques à des problèmes civilisationnels n'émergeront pas bientôt. Il n'est pas impossible qu'un génie isolé résolve demain le problème du cancer ou celui du changement climatique, balayant ainsi les affirmations pessimistes concernant l'avenir. Pour autant, l'appel à conserver des attentes rationnelles demeurera valide. Si vous expliquez que vous venez d'acheter un ticket de loto, et que vous enchérissez immédiatement sur une villa que vous ne pouvez pas vous permettre, personne ne vous félicitera pour votre bon sens financier, même si votre coupon se révèle gagnant.

La COP29 a-t-elle laissé tomber les femmes ?



PAR MARÍA FERNANDA ESPINOSA

Ancienne présidente de l'Assemblée générale des Nations unies, est directrice exécutive de *Green and Inclusive Recovery*. Elle a été membre du Comité consultatif international de la COP29.

Les négociations controversées - les représentants de plusieurs pays en développement ont quitté les lieux en signe de protestation - ont défié les pronostics pour aboutir à un engagement - le « Pacte de Bakou pour l'unité climatique » - de la part des économies développées de fournir 300 milliards de dollars de financement climatique par an à leurs homologues plus pauvres d'ici à 2035. C'est le triple de l'objectif convenu en 2009 (et atteint, pour la première fois, en 2022), mais c'est loin d'être le financement annuel estimé à 1,3 trillion de dollars dont les économies en développement auront besoin au cours de cette période. Bien que l'accord représente un progrès, nous devons reconnaître qu'il ne s'agit que d'un point de départ.

Cependant, l'insuffisance du financement n'est qu'une partie du problème. En réalité, alors que les dirigeants mondiaux s'affrontaient à Bakou dans un contexte de tensions internationales sans précédent, la véritable bataille qui se livrait concernait l'avenir du financement de la lutte contre le changement climatique et le rôle des femmes dans ce domaine. Les femmes et les enfants courent 14 fois plus de risques de mourir dans des catastrophes liées au climat que les hommes, et les femmes représentent 80 % des personnes déplacées par des conditions météorologiques extrêmes. Ces disparités ne sont pas fortuites, elles sont enracinées dans des inégalités systémiques. Pourtant, le nouvel objectif collectif quantifié sur le financement du climat ne fait qu'une seule référence aux femmes et aux filles : au paragraphe 26, il « exhorte les parties et les autres acteurs concernés à promouvoir

l'inclusion et l'extension des avantages pour les communautés et les groupes vulnérables dans les efforts de financement du climat, y compris les femmes et les filles ».

La plus grande vulnérabilité des femmes et des filles au changement climatique reflète l'inégalité systémique de l'accès à l'éducation, aux opportunités économiques et au pouvoir de décision. Ces différences sont également visibles dans les forums sur le climat. Alors que la COP de cette année a été annoncée comme la plus équilibrée en termes d'inscriptions, les femmes ne représentaient que 35 % des délégués (contre 34 % lors de la COP28). Sur les 78 dirigeants mondiaux présents, huit seulement étaient des femmes, et quatre seulement ont abordé des questions liées au genre dans leurs déclarations. Il a été démontré que les initiatives en matière de climat qui incluent explicitement les femmes produisent de meilleurs résultats pour des communautés entières. En outre, les femmes sont déjà à la tête de certaines des initiatives climatiques les plus innovantes et les plus efficaces au niveau mondial, dans des domaines allant de l'agriculture durable au déploiement des énergies renouvelables.

La conclusion devrait être évidente : le potentiel du financement climatique sensible au genre pour débloquent des voies plus efficaces pour la décarbonisation, l'adaptation et la résilience en fait une nécessité stratégique. Pourtant, pour 100 dollars de financement climatique déployés dans le monde, seuls 20 cents sont consacrés au soutien des femmes, et seulement 0,01 % du financement climatique concerne à la fois l'action climatique et les droits des femmes.

Malgré tout, la COP29 n'a pas été une perte totale pour les femmes et les filles. Le programme de travail de Lima sur le genre a été prolongé pour une autre décennie, mais sans financement supplémentaire pour le secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) afin de soutenir la mise en œuvre. En outre, les 27 dispositions sexospécifiques du texte final de la présidence sur le genre et le changement climatique soulignent le rôle vital

MADRID - La dernière conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP29) s'est concentrée sur le financement, mais elle a échoué à plus d'un titre.

de la participation pleine, significative et égale des femmes à l'action climatique et l'importance cruciale de l'intégration des considérations sexospécifiques dans tous les domaines de l'élaboration des politiques. Le « plan d'action pour l'égalité des sexes » que les pays ont convenu d'élaborer pour adoption lors de la COP30 constitue un cadre de progrès.

Malgré ces engagements, la COP29 n'a pas abordé les questions intersectorielles essentielles telles que les liens entre l'égalité des sexes, la consolidation de la paix et l'action climatique. De même, les appels à combler les écarts de compétences entre les hommes et les femmes - tels que la formation aux STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) pour accéder aux emplois verts - et l'économie des soins dans le cadre de l'action climatique n'ont pas été intégrés dans le document final. Bien que le texte encourage un financement climatique sensible au genre et simplifie l'accès pour les organisations féminines locales et les communautés autochtones, il manque l'impulsion structurelle nécessaire pour assurer une mise en œuvre à grande échelle.

Pour transformer les promesses de la COP29 en réalité, nous avons besoin de lignes directrices internationales claires pour l'intégration du genre, soutenues par des budgets alloués, des objectifs mesurables et des approches participatives pour garantir un financement climatique efficace, transparent et responsable. Il convient d'accorder une grande priorité au financement des initiatives locales, en particulier dans les quartiers informels, où les femmes sont souvent à la tête des efforts de résilience climatique. Il est essentiel de mettre en place des systèmes de suivi solides, qui permettent de contrôler non seulement les montants promis, mais aussi leur destination et leurs bénéficiaires.

Bien entendu, l'action internationale ne peut à elle seule combler le fossé entre les hommes et

les femmes en matière d'action climatique ; les cadres politiques nationaux sont également essentiels. Là encore, les femmes continuent d'être mises à l'écart. Selon la dernière analyse de la CCNUCC, 82 % des pays mentionnent le genre dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), mais moins de 26 % intègrent des considérations de genre significatives dans leurs stratégies et investissements à long terme. Alors que les pays préparent la mise à jour de leur CDN - qui sera soumise en février et évaluée lors de la COP30 en novembre - ils doivent veiller à intégrer des programmes et des politiques spécifiques au genre.

Nous ne savons pas si l'environnement international sera moins tendu lorsque les pays se réuniront au Brésil pour la COP30. Mais nous savons que l'absence d'une action climatique significative aurait un coût astronomique, car la prolifération des catastrophes climatiques mortelles entraîne des pertes en vies humaines et des pertes de production se chiffrant en milliards de dollars. Nous savons également que pour réussir, la lutte contre le changement climatique doit être aussi inclusive que transformatrice. C'est pourquoi la COP30 nous offre une occasion unique de réfléchir à nos priorités et d'aligner l'égalité des sexes sur l'accord de Paris sur le climat et les objectifs de développement durable.

La crise climatique n'est pas neutre du point de vue du genre, et nos solutions ne peuvent pas l'être non plus. Si nous ne mettons pas systématiquement l'accent sur un financement climatique sensible au genre, nous risquons de perpétuer les cycles de vulnérabilité. Trente ans après que la déclaration et le programme d'action de Pékin ont inscrit l'égalité des sexes à l'ordre du jour mondial, nous devons faire un nouveau pas en avant pour les droits des femmes, cette fois en tant qu'élément essentiel de la lutte contre le changement climatique.

Alger

«Généraliser la numérisation des services de l'aéroport»

Le président directeur général (Pdg) de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Mokhtar Said Mediouni, a révélé que le trafic des voyageurs à l'Aéroport international d'Alger dépassera les 10 millions de personnes d'ici la fin de l'année 2024, grâce aux facilitations décidées par les hautes autorités du pays dans le domaine du transport aérien.

Intervenant lors de la 2e édition de la Conférence économique, organisée, jeudi, sous le thème "Les défis économiques mondiaux", M. Mediouni a affirmé que "plus de 10 millions de voyageurs sont prévus d'ici la fin de l'année 2024", grâce aux facilitations instaurées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le domaine du transport aérien, notamment celles destinées à encourager la communauté algérienne établie à l'étranger à venir dans leur pays, outre les simplifications des procédures d'obtention du visa au bénéfice des étrangers.

Par ailleurs, l'Aéroport d'Alger vise à "devenir un hub régional grâce à ses atouts, notamment au regard de la position stratégique de l'Algérie proche de l'Europe, faisant d'elle un

transit principal pour le transport des voyageurs et des marchandises dans le monde".

Pour ce faire, M. Mediouni a insisté sur la nécessité de "généraliser la numérisation des services de l'aéroport et d'intégrer des applications d'intelligence artificielle afin d'optimiser les opérations quotidiennes tout en garantissant le confort et la sécurité aux voyageurs".

A cette occasion, le même responsable a mis en avant l'importance que son établissement accorde à l'amélioration continue de la qualité des services fournis au niveau du plus grand aéroport en Algérie.

Il a annoncé, à ce titre, l'introduction de nouveaux services à l'instar des salles d'allaitement répondant aux normes sanitaires, la création de zones de Duty-

Free ainsi que d'autres facilitations à même de faire de l'aéroport une destination mondiale.

Concernant la Conférence économique, qui a rassemblé des directeurs d'organismes publics activant dans plusieurs domaines, elle a constitué une opportunité pour discuter des perspectives de l'économie mondiale et nationale par des opérateurs économiques algériens des secteurs public et privé, des académiciens et des acteurs dans la sphère financière et économique.

La rencontre a également été marquée par l'organisation de séances et d'interventions présentées par des spécialistes en économie sur des thèmes variés, comme la numérisation, l'économie de la connaissance, les services bancaires, les financements, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Ain Defla

Ils volaient câbles en cuivre et transformateurs électriques

Les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) à Ain Defla ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le vol de câbles en cuivre et de transformateurs électriques dans plusieurs wilayas, provoquant ainsi une perturbation de l'approvisionnement des citoyens en eau et en électricité ainsi que du réseau des télécommunications, a indiqué vendredi un communiqué de ce corps de sécurité.

"Dans le cadre de la lutte contre toute forme de criminalité, les éléments du Groupement territorial de la GN d'Ain Defla ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel

spécialisé dans le vol de câbles en cuivre et de transformateurs électriques, avec destruction de biens publics", a précisé le communiqué.

L'opération a été menée "sur la base d'informations parvenues aux éléments de la brigade territoriale de la GN d'El Abadia faisant état d'un groupe d'individus s'appropriant à voler un transformateur électrique dans la commune en question. Un plan bien ficelé a été mis en place, conduisant à l'arrestation de 10 suspects", indique la même source.

Cette opération s'est soldée par "la récupération de 2,10 quintaux de câ-

bles et de tuyaux en cuivre, ainsi que deux (2) transformateurs électriques, et la saisie de deux (2) véhicules utilisés dans le transport des objets volés, en sus des équipements et outils utilisés pour les actes de sabotage", poursuit la source, ajoutant que "ce réseau exploitait deux (2) entrepôts pour la collecte de divers matériaux, y compris des objets en plastique, afin deurrer les services de sécurité".

Après parachèvement de l'enquête et des procédures légales, un dossier judiciaire sera établi et les mis en cause seront déferés devant les juridictions compétentes, a conclu le communiqué.

Bouira

L'installation de détecteurs de monoxyde de carbone se poursuit

Farid Haddouche

La direction de l'électricité et de gaz Distribution-Sonelgaz, de la wilaya de Bouira, a annoncé la poursuite de l'opération d'installation des détecteurs de monoxyde de carbone gratuitement dans les foyers. « Une opération qui a été lancée sur instruction du Président de la République dans le but de mettre fin au phénomène d'asphyxie au monoxyde de carbone pour préserver la sécurité des citoyens », a-t-elle précisé. Il est à rappeler que depuis le lancement

de l'opération le 28 mars 2023, la direction de distribution Sonelgaz de la wilaya de Bouira a installé -après avoir vérifié l'installation intérieure du client pour s'assurer de la conformité aux normes de sécurité- 277 096 détecteurs au niveau de 138 548 foyers à raison de deux détecteurs par foyer avec un taux d'avancement de 67%. Par ailleurs, la direction de distribution de Bouira a indiqué avoir « enregistré que 8441 clients étaient absents lors du passage des agents pour procéder à l'installation des détecteurs » et que « 1222 clients ont

refusé de manière catégorique l'installation des détecteurs ».

Il y a lieu d'indiquer que l'opération concerne tous les clients inscrits dans la base de données de l'entreprise. La direction de distribution Sonelgaz de la wilaya de Bouira lance un appel pour solliciter de ses clients « leur coopération en facilitant l'accès à leurs domiciles afin de permettre aux agents d'effectuer leur tâche et réussir cette opération qui vise essentiellement à prévenir des dangers du monoxyde de carbone, le tueur silencieux ».

Djelfa

L'approvisionnement en gaz renforcé

Une station de compression de gaz a été mise en service dernièrement dans la commune de Hassi Bahbah, au Nord de Djelfa, dans le but de renforcer l'approvisionnement en cette énergie, selon la direction locale de la distribution de l'électricité et du gaz.

Cette nouvelle installation énergétique a nécessité une enveloppe de près de 20 millions DA, destinée notamment à la réalisation de l'infrastructure et d'un réseau de transport de gaz de deux (2) km de long, Selon le directeur Abdelhakim Louadfel.

Le projet vise l'amélioration du servi-

ce d'approvisionnement en gaz de la commune de Hassi Bahbah, comptant une population de plus de 100.000 âmes, et bénéficiaire de projets de raccordement dans le cadre du programme complémentaire de la wilaya, a-t-il ajouté. M. Louadfel a fait savoir que la wilaya déléguée d'Ain Ouessara et la commune d'El Idrissia vont prochainement réceptionner un projet similaire, inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des projets de la Sonelgaz visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens, selon le même responsable.

Une enveloppe de quatre (4) milliards

de DA a été, par ailleurs, affectée pour le raccordement de cinq (5) zones au gaz, et la réalisation d'un réseau de distribution au profit de 149 cités d'habitations à travers différentes communes, dans le cadre des programmes complémentaires destinés à la wilaya.

Cette station de compression de gaz s'inscrit dans le cadre du programme visant à assurer un approvisionnement continu en gaz naturel, en saison hivernale notamment, a indiqué le responsable de la Direction-région transport gaz de Blida, Rachid Salma, lors de la mise en service de l'installation.

Bordj Bou Arreridj

La zone industrielle d'El Hamadia voit grand

Les travaux d'aménagement général de la zone industrielle Mechta Fatima dans la commune d'El Hamadia seront réceptionnés "au début de l'année prochaine 2025", selon le wali, Kamel Nouicer.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection de cette zone industrielle, le même responsable a précisé que les travaux d'aménagement général qui incluent le revêtement des routes, le raccordement aux divers réseaux dont ceux de l'électricité et du gaz et l'approvisionnement en eau

potable "ont atteint actuellement leur phase finale".

Dans le même contexte, le responsable de la wilaya a ajouté que ces travaux sont au stade des ultimes retouches, notamment pour l'éclairage public et la réalisation des trottoirs et des installations de raccordement au réseau de gaz naturel de cette zone industrielle.

Selon le même responsable, les projets d'investissement dont la réception est attendue au plus tard dans un mois et demi transformera ce site en une grande zone industrielle.

Touggourt

Des interventions spécialisées en pédiatrie dans le cadre du jumelage

Des consultations spécialisées et des interventions chirurgicales pédiatriques ont été effectuées jeudi à Touggourt sur des enfants présentant des malformations des appareils digestif et urinaire, dans le cadre du jumelage entre les établissements hospitaliers spécialisés EHS-Mère-Enfant de Touggourt et d'El-Eulma (Sétif).

Le programme médical a porté sur des interventions de correction de malformations de l'appareil urinaire, notamment l'ectopie testiculaire et la cystoscopie, assurées par une équipe médicale spécialisée, a indiqué Pr. Djelloul Achouri, chef de service de chirurgie pédiatrique à l'EHS d'El-Eulma.

Dix (10) cas malades devront être transférés vers l'EHS d'El-Eulma pour bé-

néficier d'interventions internes par endoscopie, a-t-il ajouté.

Cette action pour laquelle les moyens humains et équipements médicaux nécessaires ont été mobilisés a été favorablement accueillie par les familles des patients, leur permettant de bénéficier de consultations médicales localement, leur épargnant ainsi les déplacements vers d'autres régions du pays pour les mêmes motifs de soins.

Le même programme de jumelage prévoit également une session de formation en direction des praticiens locaux sur la chirurgie pédiatrique, pour améliorer leurs connaissances et leurs expériences médicales en termes de prise en charge des corrections de malformations chez l'enfant.

Tamanrasset

Plus de 19.000 capsules psychotropes saisies

Une quantité de 19.155 capsules de psychotropes a été saisie et un individu a été arrêté par les services de la sûreté de la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris samedi de ce corps de sécurité.

L'opération a été menée suite à des informations parvenues aux services de Police faisant état du mouvement suspect d'un groupe d'individus s'appropriant à transporter une grande quantité de

psychotropes à bord d'un véhicule utilitaire, a-t-on précisé à la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

L'enquête, enclenchée par les éléments de la Police judiciaire, en coordination avec le Parquet général, a permis de tendre une souricière, puis d'appréhender le suspect et de localiser le lieu de recel de la quantité de psychotropes, en plus de saisir trois véhicules, a-t-on précisé.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

13 jourmada ethani 1446

El Fedjr 06h21	Dohr 12h44	Assar 15h16	Maghreb 17h36	Icha 19h01
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Réunion du Bureau fédéral D'importances décisions prises par la FAF

M. Zeggai

Pour mieux synchroniser le travail entre les différentes structures du football national, le président de la FAF, Walid Sadi, a reçu au siège de l'instance fédérale les présidents de ligues régionales et de wilayas, nouvellement élus.

A l'issue de la dernière réunion du Bureau fédéral, le président de la FAF a échangé avec les présidents de ligues régionales et de wilayas pendant plus d'une heure sur leurs préoccupations au sein de leurs ligues respectives tout en insistant sur le rôle des ligues pour le développement du football algérien. Walid Sadi leur a ensuite remis des distinctions et leur a adressé les encouragements et vœux de réussite dans leur mission au service du football national.

RENOUVELLEMENT DES STRUCTURES DES LIGUES NATIONALES EN JANVIER PROCHAIN

Dans le cadre du processus de renouvellement des structures du football, la majorité des ligues de wilayas et régionales affiliées ont organisé leurs assemblées électives pour le mandat 2024/2028. La prochaine étape concerne le renouvellement des structures des ligues nationales à compter du mois de janvier 2025.

A propos de la deuxième période d'enregistrement de la Ligue 1 (mercato d'hiver), elle a été fixée du 5 janvier au 5 février prochains. La décision a été prise par les membres du Bureau fédéral après avoir pris part à un exposé présenté par le chargé de la gestion des affaires courantes de la LFP, Amine Mesloug. « A ce jour, 12 journées ont été disputées et l'on devrait clôturer la phase-aller avant la fin de l'année en cours. Quant aux matchs retards, ils seront apurés durant le mois de janvier en tenant compte de la participation de nos clubs en compétitions continentales, suite aux modifications du calendrier par la CAF », précise-t-on.

Par ailleurs, le Bureau fédéral a commandé aux clubs de « mettre l'accent sur l'organisation interne de leurs structures pour rehausser le niveau managérial ». Pour cela, la FAF se tient au côté des clubs

pour les accompagner tout au long de la saison à travers des rencontres bilatérales pour mettre en place une feuille de route avec des objectifs d'une meilleure maîtrise managériale, une rationalisation des dépenses et des efforts tournés vers la formation avec la création obligatoire des académies des jeunes talents, dès le mois de janvier 2025.

SIX ENQUÊTES SONT EN COURS D'EXAMEN PAR LE DÉPARTEMENT D'INTÉGRITÉ DE LA FAF

La FAF mène des activités essentielles pour préserver l'intégrité et la transparence dans le football national. En s'inscrivant dans la volonté de l'État algérien et conformément aux directives de la FIFA, cet engagement se traduit par la réalisation d'enquêtes sur tout soupçon de pratiques illicites, la sensibilisation des acteurs du football aux valeurs d'intégrité, ainsi que la prise de décisions rigoureuses et fermes face à toute violation. Avec une politique de tolérance zéro.

A signaler que six enquêtes sont en cours d'examen par le département d'intégrité de la FAF.

LIGUE 2: LA PHASE RETOUR DÉBUTERA LE 24 JANVIER 2025

La phase retour du championnat de la Ligue 2, dans ses deux groupes, débutera le 24 janvier 2025. La phase aller devra être clôturée avant la fin du mois de décembre 2024. La décision a été prise lors de la dernière réunion ordinaire du Bureau fédéral, à l'issue d'un exposé présenté par le président de la LNFA, Ahmed Kharchi.

Par ailleurs, compte tenu des actes de violence constatés dans certaines rencontres du football amateur, le Bureau fédéral recommande à la Ligue d'agir avec plus de rigueur pour endiguer ce genre d'agissements contraires aux valeurs sportives. » Par ailleurs, le Bureau fédéral a recommandé à la LNFA « d'assainir la situation des créances vis-à-vis des clubs avant la fin de l'année en cours. Les clubs défaillants seront interdits de recrutement lors de la deuxième période d'enregistrement. »

Ligue 1 (13^e journée) Le MC Oran et le NC Magra filent du mauvais coton

Trois clubs ont joué jusque-là la totalité des treize matches. Il s'agit du MCO, l'ASO Chlef et le NCM qui risquent une dégringolade au classement après la mise à jour définitive. C'est du moins l'impression qui se dégage des résultats de cette 13^e journée qui a été favorable au MCEB dans la partie basse du tableau. En effet, les gars d'El Bayadh sont parvenus à ajouter trois précieux points à leur escarcelle après avoir disposé d'un Mouloudia d'Oran, méconnaissable sur tous les plans. Un but signé Toumi a suffi au bonheur du MCEB qui a réussi à conserver son avance jusqu'au sifflet final. Une défaite qui reste en travers de la gorge des incondionnels du MCO qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Dans la partie haute du classement, le choc ESS-JSK s'est achevé sur un score de parité. Un résultat qui n'arrange pas les affaires de l'Entente qui a raté une belle opportunité de

s'emparer provisoirement seule de la première place.

Surpris par un but de Diarra, les Canaris parvinrent à rétablir l'équilibre par Madani qui a transformé un pénalty à la (66') avant que les Sétifiens n'ajoutent un deuxième but par Chaâbi (68'). Au moment où tout le monde s'attendait à une victoire de l'Entente, mais il fallait compter sur le pouvoir de réaction des 'Jaune et Vert' qui ont surpris leurs adversaires grâce à Sarr qui a surgi dans l'ultime seconde du temps réglementaire pour remettre les deux équipes à égalité. Ce point a permis à l'ESS de rejoindre le CSC en haut du tableau, alors que la JSK s'est installée à la troisième place en compagnie du MCO.

A Béchar, la JS Saoura a été contrainte au nul par l'ASO Chlef grâce à un but signé Sadahine à la 90'+6'. C'est le même scénario qui s'est reproduit à Magra où le NCM a concédé l'égalisa-

tion, en toute fin de match, par l'inévitable Boulebina, auteur d'un but d'anthologie, qui a évité la défaite à son équipe du Paradou AC, face à un concurrent direct pour le maintien. Ce résultat risque d'être préjudiciable au Nejm Magra qui occupe actuellement la guère reluisante dixième position avec un seul point d'avance sur le CRB et la JS Saoura qui comptent respectivement quatre et deux matches retard sans compter le PAC, l'USB et le MCEB. Quant à l'ES Mostaganem, elle n'est pas encore sortie de l'auberge même si elle a un match en retard à disputer.

Pour rappel, trois matchs ont été reportés en raison de la participation de quatre clubs algériens aux différentes compétitions interclubs de la CAF, en l'occurrence, le MC Alger et le CR Belouizdad en Ligue des Champions, ainsi que l'USM Alger et le CS Constantine en coupe de la CAF.

M. Zeggai

Violence lors du match MCEB-MCO De graves incidents à El Bayadh

Chaque jour apporte son lot d'incidents qui éclatent ici et là pour un simple de football. Blessés, agressions et échauffourées, tel est le bilan lors des incidents ayant émaillé le match MCEB-MCO au stade Zakaria Medjdoub qui a été le théâtre d'actes de violences et de vandalisme ont entre les supporters des deux équipes. Pourtant, rien ne laissait présager un tel scénario dans la mesure où la première période s'est déroulée dans des conditions normales. La deuxième mi-temps a repris avec un retard plus de 30 minutes en raison des incidents ayant éclaté entre les deux galeries. Des vidéos et images diffusées sur les réseaux sociaux montrent des supporters des deux équipes se lançant des pierres. De nombreux supporters ont envahi la pelouse, provoquant une confusion indescriptible ce qui a contraint l'arbitre à interrompre la partie. Des vidéos diffusées dans les réseaux sociaux montrent des scènes regrettables avec des jets des pierres entre supporters et arrachement des banderoles. Notre source affirme que plusieurs personnes ont été blessées. Le bilan aurait été plus lourd n'était-ce l'intervention énergique et rapide des forces de l'ordre qui sont parvenus à maîtriser la situation. Après la rencontre, le wali d'El Bayadh, Nour Eddine Belaribi, en compagnie du président de l'APW, s'est rendu à l'hôpital Mohamed Boudiaf pour rendre visite aux blessés. Désolante et regrettable situation que vit notre sport-roi, alors que la phase-aller n'est pas encore allée à son terme. Devant cette recrudescence de la violence, la LFP doit impérativement imposer des sanctions sévères avec l'instauration du huis clos ou l'interdiction de déplacement des supporters des équipes visiteuses. Des vies humaines sont en danger et de ce fait les instances concernées sont ap-



peelées à prendre des mesures pour éradiquer ce phénomène avant qu'il ne soit trop tard. Les responsables concernés sont interpellés pour frapper de main de fer pour condamner les auteurs de ces troubles.

R. S.

Ligue 2: Centre-Ouest La JSM Tiaret distancée, le GC Mascara dans la tourmente

L'ES Ben Aknoun, leader de ce groupe, a décroché une précieuse victoire en déplacement chez le RC Arbaâ à l'occasion de la 13^e journée de compétition, et conserve ses trois points d'avance sur son poursuivant direct, le RC Kouba, également vainqueur à l'extérieur contre l'ESM Koléa (3-0).

C'est le huitième succès de la saison de l'ESBA contre cinq nuls et aucune défaite, un véritable parcours d'un futur champion, quoique le championnat est encore long et le dauphin, le RC Kouba n'a pas encore dit son dernier mot. Le team de

Ben Aknoun conserve ses trois points d'avance sur le RC Kouba (26 pts), large vainqueur contre l'ESM Koléa (3-0). Avec ce succès le Raed creuse l'écart sur le JSM Tiaret (3e, 21 pts), qui s'est inclinée (0-1) face au SKAF Khemis Miliana (9e, 16 pts). De son côté, l'ASM Oran (4e, 20 pts), tenue une nouvelle fois en échec à domicile (0-0) par le WA Mostaganem (5e, 19 pts), a été rejointe par la JS El Biar à la quatrième place, après la victoire de la dernière face au MCB Oued Sly (2-0).

L'autre bonne opération de la jour-

née est à mettre au profit du NA Hussein-Dey, qui remonte au septième rang du classement après son troisième succès consécutif devant le CR Témouchent (2-0). C'est la troisième victoire consécutive des "Sang et Or" qui reviennent désormais à un point de l'ASMO et la JSEB. Enfin, cette journée a été marquée par la victoire de la lanterne rouge le SC Mecheria (16e, 7 pts) devant le GC Mascara (9e, 16 pts), qui concède une troisième défaite de rang. Une contre performance qui e dit long sur la gestion anarchique du Galia de Mascara.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DAIRA DE SIDI BEL ABBES

COMMUNE DE SIDI BEL ABBES

Direction de l'Administration et des Finances

BUREAU DES MARCHES

NIF: 098422015168326

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE

DE CAPACITES MINIMALES

N°21/2024

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Sidi Bel Abbès Lance Avis D'appel D'offres Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales

L'Approvisionnement En Denrées Alimentaires Pour Les Cantines Scolaires De La Commune De Sidi Bel Abbès En 10 Zones Séparées.

Zone 01: Ecoles (Taleb Salima-Hammam H'nia-Belaaradj Mohamed-Faroun Miloud-Abderahim bendimred).

Zone 02: Ecoles (Taleb Ahmed-El Amir Abdelkader-El Idrissi-Cheikh El Bachir El Ibrahim-Medloun mohamed-Alfrid Mohamed).

Zone 03: Ecoles (Mohamed Abdou-Ibn Batouta-Touhami Mohamed-tarek Ibn Ziad-Chenoufi mohamed).

Zone 04: Ecoles (Bardadi Belabbès-Adjir benhlma-Zerhouni Ben Aissa-Sidoun Mohamed-El Assouli).

Zone 05: Ecoles (Mimoun Ben Abdellah-Boumelik Abdelkader-Chiker Mekki-Tallouti Abdelkader-Sekkal Ahmed-Chalem Mohamed).

Zone 06: Ecoles (Mohamed El Atrache-Mezouari bouazza-Tissaoui Mohamed-Bastur-Mekki Mokhtar-Nemimeche Belabbès-Djebbour Mohammed).

Zone 07: Ecoles (Ibn el haytem-Belabbassi Mohamed-Belmokhtar Mohamed-Adim Abdeljabbar-Rafai Mohamed).

Zone 08: Ecoles (Ali zazou Abdelkader-Talha mahieddine-Khoudja Abdelkader-Daoudi mohamed).

Zone 09: Ecole (Zouari Said-Benmaissa-Abdelkader-Goumiri Abdelkader-Belmouaz Mustapha-Zaoui Djillali).

Zone 10: Ecole (El Akid Lotfi-Krebiche Tayeb-Adim Fatiha-Ibn Tofel).

Les Entreprises intéressées par le présent avis peuvent Soumissionner, et retirer les Cahiers de charges auprès du bureau des marchés de la commune de Sidi Bel Abbès contre paiement de 5.000.00 DA .

Le soumissionnaire peut soumissionner pour l'ensemble des zones mais ne peut être retenu que pour un seul zone

Les soumissions doivent être adressées à Monsieur Le Président de l'assemblée Populaire communale de Sidi Bel Abbès, accompagnées obligatoirement de tous les documents exigés par la réglementation en vigueur, les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention dossier de candidature, offre technique ou offre financière selon le cas .ces enveloppe sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme ,comportant la mention:

Soumission à Ne Pas Ouvrir

Que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE

DE CAPACITES MINIMALES N°21/2024 Référence a Objet

Eligibilité des candidatures:

L'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales qui sera issu du présent cahier des charges, les opérateurs économiques régulièrement inscrits au registre de commerce, disposant de moyens humains et matériels nécessaires et justifiant de la qualité en rapport avec le lot choisi comme précisé ci-dessous:

-Groupe commercial-distributeur/fournisseur grossiste.

-Ayant un minimum de 02 Attestations de bonne exécution délivrée par les services contractant publics.

-Avoir un chiffre d'affaire moyen des 03 dernières années (2021-2022-2023), et Bilan et C20 de 03 dernières années (2021-2022-2023) supérieures ou égales à 8 000 000DA

-Il est nécessaire de remplir la mémoire technique.

Dossier Candidature

- La Déclaration de candidature renseignée, signée, cachetée et datée suivant le modèle annexe.
- La Déclaration de probité renseignée, signée, cachetée et datée.
- Les bilans comptables de trois dernières années (2021-2022-2023) ou celui de la dernière année pour l'opérateur débutant, établis par un commissaire aux comptes et visés par les services fiscaux compétents.
- La copie du l'extrait du registre de commerce, certifiée conforme à l'originale par le centre national du registre de commerce (C.N.R.C).
- Copie certifiée conforme à l'original des statuts, si le soumissionnaire est une personne morale.
- Référence bancaire.
- Copie de l'extrait du Casier Judiciaire en cours de validité (celui du soumissionnaire si personne physique, gérant ou directeur générale si une personne morale).
- Copie d'extrait de rôle apurée ou échéancier de paiement, portant la mention non inscrit au fichier national des fraudeurs, délivrée par les services fiscaux compétents.
- Copie de l'attestation de mise à jour CNAS valide.
- Copie de l'attestation de mise à jour CASNOS et l'extrait de rôle valide.
- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux (pour les personnes morales 2023).
- Copie de la carte d'identification fiscale(NIF).
- Copie d'une attestation de bonne exécution, établies suivant le modèle annexé, délivrées par les administrations contractantes concernées pour des livraisons des produits alimentaires que le soumissionnaire aura fournies durant.
- Moyen matériel : justifier par carte grise et assurance.
- Moyens humains justifiés par déclaration mensuelle,ou trimestrielle en cours de validité.

B-L'offre Technique Doit Contenir: les documents suivants:

- La Déclaration à Souscrire remplie, signée, cachetée et datée.
- Le C.P.S remplie, signé, cacheté et daté.
- La présente instruction aux soumissionnaires qui doit être obligatoirement signée, cachetée et datée.
- Les références professionnelles accompagnées des attestations de bonne exécution
- Un mémoire technique justificatif.
- Cahier des charges portant la mention « Lu et accepter manuscrite en sa dernière page»

C-L'enveloppe Contenant L'offre Financière Doit Comporter

- La soumission remplie, signée, cachetée et datée par le co-contractant
- Bordereau des prix unitaires remplie, signée, cachetée et datée par le co-contractant
- Devis quantitatif et estimatif remplie, signée, cachetée et datée par le co-contractant

La durée de préparation des offres est fixée à 10 Jours, à compter de la 1^{ère} parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou du bomop.

Les Soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite dépôt des offres.

Les soumissionnaires peuvent assister à l'ouverture des plis qui aura lieu au siège de la commune à 10 H le dernier jour correspond à la date limite de dépôt des offres.

LE PRESIDENT DE L'APC

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCEM

DAIRA D'HENNAÏA

COMMUNE D'HENNAÏA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

NIF 0 984 1326 9058 607

Le président de l'Assemblée Populaire Communale de HENNAÏA, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet suivant:

«Aménagement du jardin public au cité L'ARBI BEN MHIDI-HENNAÏA »

Les entreprises spécialisées dans le domaine et intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du service des marchés contre un paiement d'un montant de 8.000,00 DA.

Les offres devront parvenir à Monsieur Le président de l'Assemblée Populaire Communale de Hennaïa dixième (10) jours à compter de la première parution de cet avis dans l'un des quotidiens nationaux également sur le BOMOP jusqu'à (13h00), sous enveloppe principale anonyme portant la mention " à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et de jugement des offres- Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales " Intitulé de l'opération " cette enveloppe principale contiendra trois autres enveloppes l'une contenant le dossier candidature et portera la mention « dossier candidature », le 2^{ème} contenant l'ensemble des pièces du dossier relatif à l'offre technique et portera la mention " offre technique et le 3^{ème} contenant les pièces relatives à l'offre financière et portera la mention " offre financière "

Les offres doivent être accompagnées par les pièces suivantes

1) Dossier de candidature :

- une déclaration de candidature remplis signée datée et cachetée par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée;
- une déclaration de probité remplis signée datée et cachetée par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée;
- les statuts pour les sociétés ;
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale de droit Algérien ;
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :

a/ Capacités professionnelles : Certificat de qualification et classification professionnel en cours de validité (Bâtiment comme activité principale, catégorie 03 ou Plus)

b/ Capacités financières : moyens financiers justifiés par Les bilans des trois (03) derniers années (2021, 2022, 2023).

c/ Capacités techniques :

- moyens humains :

* Le personnel d'encadrement doit être justifié par une attestation d'affiliation visé par la CNAS et la présentation du diplôme.

* Le nombre d'effectifs de main d'œuvre à utiliser justifier par l'affiliation CNAS et CACOBATH et la liste nominative visée par la CNAS ;

- moyens matériels :

*Pour le matériel et engin roulant

Les moyens matériels, appuyée des pièces justificatives (carte grise et police d'assurance en cours de validité au nom du soumissionnaire ou du bailleur.

*Pour divers matériels et engin non roulant

Un PV de constat et d'évaluation du matériel établie par un expert ou huissier de justice (validité moins d'une année) ou facture d'achat récente datée après la date de PV de constat et évaluation du matériel.

-Références professionnelles : Expérience de l'entreprise dans le domaine, appuyée des attestations de bonne exécution pour des projets similaires de même nature délivrés par le maître d'ouvrage concernés (une attestation au minimum).

2) L'offre technique contient :

- la déclaration à souscrire remplis signée datée et cachetée par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée;
- le Délai et Planning d'exécution des travaux remplis signée et cachetée par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée;
- le cahier des charges remplis signé daté et cacheté par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée portant à la dernière page, la mention manuscrite (lu et accepté).
- La mémoire technique selon le modèle élaboré par le service contractant dûment remplie signée, datée et cachetée par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée.
- Une attestation de visite du site remplis signés daté et cacheté par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée.

3) L'offre financière contient :

- la lettre de soumission remplis signée datée et cachetée par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée;
- le bordereau des prix unitaires remplis signé et cacheté par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée (BPU) ;
- Le devis quantitatif et estimatif remplis, signé et cacheté par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée (DQE);
- Décomposition du prix global et forfaitaire signée datée et cachetée par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée.

La durée de préparation des offres : 10 Jours à compter de la première parution de cet avis dans l'un des quotidiens nationaux également sur le BOMOP.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres, pour une durée égale a : la durée de préparation des offres augmentée de 90 jours, a compté de la date de dépôt des offres.

Les entreprises sont cordialement invitées à assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis et de jugement des offres (la séance d'ouverture des plis), qui aura lieu le jour correspondant, à la date de dépôt des offres à 13h30min jour ouvrable, au siège de commune d'Hennaïa, si le jour du dépôt des offres équivalent au dernier jour du délai de la préparation des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres est reportée systématiquement au jour ouvrable suivant ; à la même heure et le même endroit.

HENNAÏA LE 15/12/2024

LE PRESIDENT DE L' A.P.C

APPARTEMENTS

■ A vendre appart F2, 3^e étage superficie 55 m² acté + livret foncier à Cap Falcon – Tél : 0666.19.98.50

■ A vendre apparts top, F4, standing 174 m², cuisines équipées résidence neuve, de 7 étages /2 app par palier, à côté Palais d'Or Fernand-ville Oran – 0775.10.76.28

■ Cherche achat appartement F2 par promesse de vente à cité Yaghmouracen Oran 1^{er}/2^e ou 3^e étage – Tél : 0779.37.78.50

■ Loue F3 refait à neuf, Akid Lotfi, 1^{er} (5U) – F3 Millénium, rdc (3,5U) – F3 Cité Lescure, 10^e (2U) – niveau de villa 150 m² à El Hamri, 1^{er} (3,5U) – Ag ABDALLAH : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

VILLAS

■ A louer villa grande surface à Courbet, voisin Peugeot automobiles, pour sté 1^{er} et 2^e, étage 10 chambres, avec chauffage, 2 cuisines, jardin et en cas de besoin dépôt de 700 m² au rdc sera loué avec la villa – Tél : 0771.75.79.82 ou 0555.82.89.92

■ A vendre maison 216 m², R+1, terrasse, 1 seule façade, jardin, garage, située à la rentrée de Tlélat, à côté de la mosquée/ Oran – Tél : 0795.60.21.74 – 0772.54.93.82

DIVERS

■ Loue licence de café, région Bir el Djir et ses environs - Tél : 0793.41.37.69/ 0676.84.98.97

LOCAUX

■ A louer local 18 m², à Maraval, endroit commercial. Tél : 0540.42.24.00

■ Vend un local commercial, acté à Arzew, de 32m², aux 226 logements, les Plateaux, idéal pour bureau ou profession libérale. Tél : 0770.08.92.01

EMPLOIS

■ Importante société recrute femme de ménage, agent de sécurité. Veuillez nous contacter sur ce numéro : 0772.31.33.78

Société cherche en vue de recrutement : Un chauffeur

Conditions :

- Possède un véhicule en bon état
- Résider à Oran ou ses environs
- Disponibilité immédiate

Pour toutes personnes intéressées : veuillez envoyer vos CV à cette adresse mail : oran.recrute2021@gmail.com

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCEEN

DAIRA DE MAGHNIA

COMMUNE DE MAGHNIA

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Direction D'administration, Finance Et Les Affaires Economiques

Service Des Marchés

-**-AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE -**-

D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Avec Exigence De Capacité Minimales

Conformément aux dispositions des articles : 65, 72, 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, et l'article 54 de la loi N°23-12 du 05 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, la commune de Maghnia porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert Avec Exigence De Capacité Minimales N° :10/2024 Publié dans les journaux : EL DJOMHORIYA et MEDIA EXPERT en date du :26/11/2024.

Qu'a l'issue de l'opération d'évaluation des offres, la commission compétente à proposée au service contractant l'attribution provisoire de l'avis d'appel d'offres national ouvert Avec Exigence De Capacité Minimales selon les conditions suivantes :

Désignation du projet	Soumissionnaire proposé	Montant du marché en TTC	Délai d'exécution	Observation
Réhabilitation Et Embellissement Du Boulevard 1 ^{er} Novembre Y Compris, Eclairage Et Sanitaire Public Placette En Face Au Marche Couvert	MENOUAR Abdalkader N° NIP: 168131800180110	62.610.184,00 DA	05 Mois et 29 Jours	Offre unique

- Tous soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service Contractant dans le cadre de l'avis d'appel d'offres cité supra ou le degré à gré après consultation selon le cas, peut introduire un recours dans les 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution du d'appel d'offres national ouvert Avec Exigence De Capacité Minimales dans le BOMOP et la presse auprès la commission communale des marchés de Maghnia.

- Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

- pour les autres les soumissionnaires qui sont intéressés, sont invités de se rapprocher auprès de nos services, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du l'appel d'offres national ouvert Avec Exigence De Capacité Minimales, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

LE PRESIDENT DE L'A.P.C

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME

ET DE LA VILLE

DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE

ET DE LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA D'ORAN

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
DU MARCHÉ

NIF : 31033937141

Réf:SMP/.....DUAC/2024

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, la direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction de la wilaya d'Oran informe les soumissionnaires, ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°26/2024 du 20/10/2024 relatif au projet Travaux d'Amélioration Urbaine Aménagement de la double voie.

Site: KARA Centre Es-Senia - Commune ES-SENIA - DAIRA ES-SENIA, que l'attribution provisoire du marché s'établit comme suit :

Entreprise	Note Tech /80	Montant de soumission DA en TTC	Délai	NIF	Obs
MEHDI FETHI	59	27 159 132,00	03 mois	174310100250135	Offre moins disant

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel cité ci-dessus tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya d'Oran dans les dix (10) jours qui suivent la date de Publication du présent avis.

Les soumissionnaires sont invités à se rapprocher auprès de la DUAC pour prendre connaissance des résultats de l'évaluation de leurs offres au plus tard 03 jours à compter de la date de la présente publication.

Le Directeur

EPE MAGASINS GENERAUX DE L'ORANIE -SPA

EPE-MAG ORAN -S.p.a

(FILIALE DU GROUPE EPE FRIGOMEDIT-SPA)

CAPITAL SOCIAL DE 100 000 000.00 DA

NIF : 099831010273719

Avis d'appel d'offres national restreint
N°1-A / DG / DC /2025

L'EPE /MAG ORAN-SPA sise zone USTO lot n°27- Oran, lance un avis d'appel d'offres national restreint n° 1-A / DG / DC /2025, pour la fourniture des fruits et légumes par les commerçants ayant la qualité de mandataires, grossistes ou producteurs.

Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges dès parution du présent avis dans les quotidiens nationaux, contre versement de la somme de dix mille dinars algériens (10 000.00DA), munis des pièces suivantes :

- Une (01) copie d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- Une (01) procuration, lorsqu'il s'agit du représentant du candidat à la soumission et le cachet de l'entreprise ;
- Une (01) copie de registre de commerce prouvant l'activité professionnelle dans le domaine d'activité ;

EPE-MAG ORAN -S.p.a
(Filiale du Groupe EPE- FRIGOMEDIT-Spa)
31, Avenue d'ARCOLE – Gambetta - Oran.

Les offres doivent être déposées au plus tard sept (07) jours à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offre.

Les offres doivent être établies conformément aux clauses du cahier des charges.

L'enveloppe extérieure devra être anonyme, scellée et ne devra comporter obligatoirement que la mention suivante :

« Soumission à ne pas ouvrir »

« Appel d'offres national restreint »

N°1-A / DG / DC /2025

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

2

21.10 Le tourbillon de la vie



Drame - France - 2022

Avec Lou de Laâge, Raphaël Personnaz, Isabelle Carré, Grégory Gadebois

À la fin de sa vie, Julia s'interroge sur le rôle que le hasard a joué durant son existence. À plusieurs reprises, il a fait basculer son destin. Elle se demande alors si les autres versions d'elle-même qui n'ont jamais existé seraient fières de ce qu'elle est devenue.

3

21.05 21.05 Les enquêtes de Vera



Série policière - Grande-Bretagne - 2021
Saison 11 - Episode 5

- Urgence médicale

Avec Brenda Blethyn, Kenny Doughty, Ibinabo Jack, Jon Morrison, Riley Jones

Le docteur Lucy Yo part précipitamment de chez elle, évoquant une urgence médicale. Sur le seuil de la porte, son mari lui rappelle qu'il l'aime. Sur la route, la jeune mère se rend dans les toilettes d'un fast food pour s'apprêter.

4

15.10 Fort Boyard

09.57 Grizzly et les lemmings



10.12 Bluey
10.59 Idéfix et les Irréductibles
11.55 Manger, bouger, dormir
12.06 Gigantosaurus
13.25 Un jour, une question
13.31 Les Pyjamasques



Présenté par Olivier Minne

L'acteur et réalisateur PEF (Pierre-François Martin-Laval), les présentateurs Daphné Bürki et Raphaël de Casabianca, les humoristes Monsieur Poulpe et Tom Villa partent à l'assaut du fort.

17.30 Natation : Championnats du monde en petit bassin (25 m)
19.15 Organisation Super Insolite
19.54 Okoo-koo
20.20 C'est toujours pas sorcier
21.01 Un amour de jeunesse
22.25 Drôle de genre

5

arte

C8

10.20 Echappées belles
12.00 C Médiatique
13.00 Une forêt entre ciel et terre
13.35 C l'hebdo
14.35 Starmania : l'anniversaire-événement, les 45 ans
16.42 Terre des mondes
17.00 Sur la piste des chiens sauvages d'Afrique
17.30 Le siècle des icônes
18.30 En société
20.00 C politique
21.05 Bachar, le maître du chaos
22.20 Mussolini, le premier fasciste

09.25 Cuisines des terroirs
09.55 Bienvenue à Marrakech ! Magique, mystique et mondaine
11.55 La mer du Nord par les côtes
18.30 Ludwig van Beethoven : «Symphonie n°9», Konzerthaus de Vienne
19.45 Arte journal
20.05 Romanin, l'autre Jean Moulin
21.00 La main au collet
22.45 Cary Grant, de l'autre côté du miroir
23.40 «Giselle» au Dutch National Ballet

09.00 Télé-achat
09.14 Sélection C8
09.17 JT
09.21 L'éphéméride
09.23 Destins sacrés
09.42 Envie d'agir
10.00 Le mag qui fait du bien
11.02 Les animaux de la 8
12.45 Sélection C8
14.28 Animaux à adopter
21.07 Off
21.09 Mongeville



CINE +
FRISSEUR 20.50

GODZILLA

Film de science-fiction - Etats-Unis - Japon - 1998

Avec Matthew Broderick, Jean Reno, Maria Pitillo, Hank Azaria, Kevin Dunn

Après des essais nucléaires en Polynésie française, des mutations génétiques apparaissent chez certains reptiles. L'un d'eux, devenu gigantesque, migre jusqu'à Manhattan. Nick Tatopoulos, un chercheur, est chargé de traquer le monstre baptisé Godzilla. Nick est convaincu que la créature va bientôt pondre. Mais le maire de New York rejette ses mises en garde. Les services secrets français décident d'intervenir.

ACTION 20.50

R.I.P.D., BRIGADE FANTÔME



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2013
Avec Jeff Bridges, Ryan Reynolds, Mary-Louise Parker, Stephanie Szostak

Après un mauvais coup avec son collègue Bobby Hayes, Nick Walker, policier, a des regrets et souhaite rendre l'or qu'il a détourné. Bobby désapprouve et le tue. Dans un bureau de recrutement de la mort, Nick est alors engagé par le R.I.P.D., la brigade qui protège le monde des vivants. Sa mission : arrêter ceux qui refusent de mourir avant qu'ils ne se transforment en monstres. Pour cela, il doit collaborer avec Roy Pulsipher, un antipathique cow-boy.

RTL9 20.55

EFFETS SECONDAIRES



Thriller - Etats-Unis - 2013

Avec Rooney Mara, Jude Law, Catherine Zeta-Jones, Channing Tatum

Même après la libération de son mari qui purgeait en prison une peine pour délit d'initiés, Emily Taylor, employée dans une agence de publicité à Manhattan, continue de souffrir de dépression. Quand elle a un accident de voiture qui ressemble à une tentative de suicide, Jonathan Banks, son psychiatre, lui prescrit un médicament encore au stade expérimental.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Black Adam



Film d'action - Canada - Etats-Unis - 2022

Avec Dwayne Johnson, Aldis Hodge, Pierce Brosnan, Noah Centineo

Près de 5 000 ans après avoir été doté des pouvoirs tout-puissants et emprisonné tout aussi rapidement, Black Adam est libéré de sa tombe terrestre, prêt à faire régner sa forme unique de justice dans le monde moderne.

23.30 San Andreas

6

21.10 Capital



Présenté par Julien Courbet

Leclerc / Auchan / Picard : la grande bataille des menus de Noël ! Enquête sur les enseignes de la grande distribution qui promettent des repas de fêtes à prix cassés / Chocolats de Noël : comment croquer sans se ruiner ? Ferrero, Lindt ou Jeff de Bruges... Face à la hausse des prix du cacao, les industriels cherchent à rester attractifs en cette fin d'année / Foir'Fouille ou Centrakor : quand le Père Noël joue au discounter !

CANAL+

21.09 Prost



Saison 1 - Episode 4/6

En 1990, Alain Prost rejoint l'écurie Ferrari. Son duel avec Ayrton Senna se poursuit tout au long de la saison pour s'achever sur un nouvel accrochage au grand prix du Japon. Le pilote Brésilien commet un accrochage provoquant l'abandon de Prost qui perd son titre au profit de son rival. En 1991, la monoplace de la Scuderia manque de fiabilité pour lutter avec les McLaren Racing et les Williams F1 Team.

PLANETE +

TFX

W9

09.12 American Pickers, la brocante made in USA
12.17 Milliardaires, le règne des geeks
13.52 Il était une fois Walt Disney
15.28 L'Europe des merveilles
17.23 Jules
19.23 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Moulinex, du presse-purée à la conquête du monde
21.54 L'histoire glamour de Dim
22.57 L'Europe des merveilles

09.00 Very bad blagues
12.30 Friends
19.55 Star Academy, la quotidienne
21.05 La boum
23.10 Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger

NRJ

09.30 Mon oncle Charlie
11.50 The Big Bang Theory
18.45 Nouvelles vibes
19.25 Coup de foudre sous les flocons
21.10 La parade de Noël

09.20 HDM : L'hebdo de la musique



10.20 Génération Hit machine
11.50 100% poker
12.45 Météo
12.50 Malcolm
16.30 La petite histoire de France
21.10 La première étoile
22.50 NCIS

Une quarantaine de disparus dans un naufrage au large de la Crète



Un homme est mort au cours de la nuit de vendredi à samedi dans le naufrage d'un bateau de migrants au large de la Crète et une quarantaine de personnes sont portées disparues, ont indiqué samedi les garde-côtes grecs.

Une vaste opération de sauvetage est en cours pour tenter de retrouver les disparus dans la zone maritime au sud de Gavdos après le naufrage survenu peu après minuit. 39 personnes ont par ailleurs été retrouvées.

Selon des médias locaux, un autre homme présentant des symptômes de noyade a été transporté en hélicoptère à l'hôpital de La Canée où il a été admis en soins intensifs. Une frégate italienne, un hélicoptère de la même mission et un Super Puma opèrent sur le site, tandis que selon les garde-côtes, d'autres navires se dirigent vers la zone. Selon les médias locaux, un autre homme présentant des symptômes de noyade a été transporté par hélicoptère à l'hôpital de La Canée et admis à l'unité de soins intensifs.

Huit morts, dont sept enfants, dans une explosion de gaz au Venezuela



Huit personnes, dont sept enfants, ont été tuées par l'explosion d'une bombonne de gaz dans un logement de Caracas, a annoncé vendredi la maire de la capitale vénézuélienne, Carmen Meléndez. «Malheureusement, huit personnes d'une même famille sont mortes», a déclaré Mme Meléndez à la chaîne de télévision publique VTV, précisant que la victime la plus âgée avait 20 ans, et la plus jeune 15 jours.

Selon les pompiers, l'explosion est survenue au rez-de-chaussée d'une maison du quartier populaire de Coche. Les victimes, qui se trouvaient dans la partie supérieure de la maison, ont péri par asphyxie, a précisé un responsable municipal.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Jordanie : Américains, Européens, Turcs et Arabes en discussions sur le sort de la Syrie



Ministres et responsables américains, européens, arabes et turcs tiennent une réunion depuis hier en Jordanie à Aqaba sur la mer Rouge, pour discuter du dossier syrien après la fuite de M. Assad, chassé le 8 décembre par une offensive fulgurante des rebelles islamistes entrés à Damas.

La Turquie, acteur majeur dans le conflit en Syrie et sou-

tien des nouvelles autorités, devait rouvrir son ambassade samedi à Damas après plus de 12 ans de fermeture, dans la foulée de la chute du président Bachar al-Assad.

Le nouveau Premier ministre chargé de la transition jusqu'au 1er mars, Mohammad al-Bachir, a promis un Etat de droit et de «garantir les droits de tous», face aux inquiétudes

de la communauté internationale. HTS, dirigé par Abou Mohammad al-Jolani, affirme avoir rompu avec le jihadisme mais reste classé «terroriste» par plusieurs capitales occidentales, dont Washington. De son côté, une délégation du Qatar se rend dimanche en Syrie pour préparer la réouverture de l'ambassade, selon un diplomate.

Plus de 7,2 millions de personnes pourraient mourir noyées d'ici à 2050

Plus de 7,2 millions de personnes, principalement des enfants, pourraient mourir noyées d'ici à 2050 si les tendances actuelles se poursuivent, selon le premier rapport sur la prévention des noyades publié vendredi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Selon l'Agence sanitaire mondiale, dans la Région européenne de l'OMS, le taux de mortalité par noyade a baissé de 68% entre 2000 et 2021, mais n'a baissé que de 3% dans la Région africaine, qui affiche le taux le plus élevé de toutes les Régions, avec 5,6 décès pour 100.000 habitants.

«Ceci peut s'expliquer en partie par le niveau d'engagement national à lutter contre ce problème. En effet, seuls 15% des pays de la Région africaine disposent d'une stratégie nationale ou d'un plan national de prévention des noyades, contre 45% des pays de la Région européenne», a expliqué l'Agence sanitaire mondiale.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

L'EUROPE ET LE JEU POLITIQUE LACONIQUE

parfait décalage avec la colère et les manifestations démultipliées des rues.

Le meilleur exemple dans l'instant est français. Un nouveau chef de gouvernement tente après son prédécesseur censuré de raccommoder le restant à sauver. L'incongru dans sa tentative de sauvetage est qu'il s'allie avec une minorité partisane et dénie la majorité écrasante qui a l'assentiment et le soutien des plus larges couches de la société. Le jeu laconique, basé sur des filouteries et des entêtements conjoncturels, s'il réussit, n'est pas à la hauteur d'une situation économique et sociale désastreuse d'une profondeur

inouïe et dans laquelle l'Europe entière est ensevelie.

A la veille de Noël, la population en est à l'obligation de se focaliser sur le recyclage des cadeaux après celui des vêtements et des appareillages obligeant la politique et les gouvernances à se recycler. L'aura de la face sociale s'est ternie comme le sont devenus les visages des gouvernants promis à l'hibernation par leurs gouvernés. Les recettes ne sont plus au cœur des parlements mais à trouver dans l'entassement des manifestants et des grèves qui s'étendent et se multiplient.

L'Allemagne n'est plus en reste. Sa carrure d'empire économique ne brille plus. Elle s'applique avec peine et dans le secret à renouer ses liens avec ses adversaires et ses ennemis d'hier quitte à bafouer les premiers préceptes de l'Union européenne.

Une tonne de cocaïne à destination du Maroc interceptée au Brésil



La police fédérale brésilienne a saisi jeudi dernier, au port d'Itapo, situé dans l'Etat de Santa Catarina, une tonne de cocaïne dans un navire qui allait quitter le Brésil pour le Maroc, plaque tournante du trafic de drogue dans le monde, ont rapporté les médias brésiliens. Selon ces sources, la drogue était dissimulée dans un compartiment à bord d'un navire destiné à l'exportation.

Le navire, battant pavillon libérien, avait pour destination finale le Maroc. La saisie a eu lieu après la détection d'un mouvement suspect impliquant une deuxième embarcation, qui transférait une cargaison à bord du navire, éveillant des soupçons d'activités illicites.

Au cours de l'opération, cinq personnes, originaires des Philippines et du Monténégro, ont été arrêtées. Il est suspecté que la cocaïne, une fois arrivée au Maroc, aurait été destinée au marché européen.